


Aix en Provence

VILLE THERMALE ET CLIMATIQUE

Accusé de réception en préfecture
A013-211300017-20110926-16839-DE-1-1_0
Date de signature : 28/09/11
Date de réception : mercredi 28 septembre 2011
 <p>POUR CERTIFICATION DU CARACTÈRE EXÉCUTOIRE: - ACTE SIGNÉ ✓ - COMPTE RENDU AFFICHÉ ✓ - ACTE TRANSMIS POUR L'EXERCICE DU CONTRÔLE DE LEGALITÉ ✓</p>

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AIX-EN-
PROVENCE N°2011.959**

Séance publique du

26 septembre 2011

Présidence de Madame Maryse JOISSAINS MASINI,
Maire d'Aix-en-Provence
Député des Bouches-du-Rhône
Président de la Communauté du Pays d'Aix

**OBJET : STATION D'EPURATION OUEST-VENTE D'ELECTRICITE PHOTOVOLTAIQUE
- CONTRAT ENTRE LA VILLE D'AIX EN PROVENCE ET ELECTRICITE RESEAU
DISTRIBUTION FRANCE (ERDF)**

Le 26/09/11 à 18h00, le Conseil Municipal de la Commune d'Aix-en-Provence s'est réuni en session Ordinaire dans la salle de ses délibérations, à l'Hôtel-de-Ville, sur la convocation qui lui a été adressée par Mme Maryse JOISSAINS-MASINI, Maire le 20/09/2011, conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Etaient Présents :

M. Jacques AGOPIAN, Mme Agnès AMIACH ELBEZ, Mlle Odile BARBAT-BLANC, Mme Charlotte BENON, Mme Odile BONTHOUX, M. Helliot BRAMI, Mme Danièle BRUNET, M. Eric CHEVALIER, M. Jean CHORRO, Mme Chantal DAVENNE, M. François-Xavier DE PERETTI, M. Yannick DECARA, M. Gerard DELOCHE, Mme Sylvaine DI CARO, M. Laurent DILLINGER, Mme Fatima DRAOUZIA, Mme Michelle EINAUDI, M. Robert FOUQUET, M. Alexandre GALLESE, M. Jacques GARCON, M. Jean-Christophe GROSSI, M. Hervé GUERRERA, M. André GUINDE, M. François HAMY, Mme Maryse JOISSAINS MASINI, Mme Michèle JONES, Mme Reine MERGER, Mme Amaria MOHAMMEDI, Mme Arlette OLLIVIER, M. Stéphane PAOLI, M. Christian PEREZ, M. Jean-Marc PERRIN, Mme Liliane PIERRON, Mme Danielle SANTAMARIA, Mme Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Mme Fleur SKRIVAN, M. Jules SUSINI, M. Francis TAULAN, Mme Françoise TERME, M. Victor TONIN, Mme Marie José VALETA

Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales:

Mme Christine BERNARD à Mme Charlotte BENON, M. Gérard BRAMOULLÉ à Mme Maryse JOISSAINS MASINI, Mme Brigitte DEVESA à M. François-Xavier DE PERETTI, Mme Martine FENESTRAZ à Mme Danielle SANTAMARIA, M. Gérard GERACI à M. Alexandre GALLESE, Mme Sophie JOISSAINS à M. Victor TONIN, M. Christian LOUIT à M. Stéphane PAOLI, M. Alexandre MEDVEDOWSKY à Mme Fleur SKRIVAN, Mme Catherine SILVESTRE à M. Francis TAULAN

Excusés sans pouvoir :

M. Lucien AMBROGIANI, M. Maurice CHAZEAU, Mme Patricia LARNAUDIE, M. Henri MATAS, Mme Catherine RIVET-JOLIN

Secrétaire : Yannick DECARA

M. Helliot BRAMI donne lecture du rapport ci-joint.



03.01

Aix en Provence

VILLE THERMALE ET CLIMATIQUE

Direction Générale des Services Techniques
D.A.S.T Environnement
Urbain et Hydraulique
Direction Projets Hydrauliques & Pluvial

RAPPORT POUR
LE CONSEIL MUNICIPAL
DU 26/09/11

RAPPORTEUR : M. Helliott BRAMI

Politique Publique : PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT
DURABLE

OBJET : STATION D'EPURATION OUEST-VENTE D'ELECTRICITE PHOTOVOLTAIQUE
- CONTRAT ENTRE LA VILLE D'AIX EN PROVENCE ET ELECTRICITE RESEAU
DISTRIBUTION FRANCE (ERDF) - Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,

Dans le cadre de la construction de la station d'épuration Ouest, il a été mis en place une étanchéité et un dispositif de panneau photovoltaïque au niveau des bâtiments d'exploitation. Cette installation produit une puissance de 15,7 KVA dont la totalité sera injectée sur le réseau public électrique de distribution.

Il est désormais nécessaire de souscrire un contrat de raccordement, d'accès et d'exploitation pour l'installation de production auprès de ERDF pour pouvoir se raccorder au réseau électrique.

En effet, dans le cadre de sa concession, ERDF est chargée d'exercer l'activité de comptage pour les utilisateurs raccordés à son réseau. A ce titre, la société facture au producteur les frais liés à l'utilisation du réseau public de distribution d'électricité selon la TURPE (Tarif d'Utilisation des Réseaux Publics) Ainsi, à titre indicatif et selon la grille tarifaire 2011 en vigueur, les charges annuelles représenteraient 56, 98 Euros TTC.

Par ailleurs, il est nécessaire au préalable d'exécuter les travaux de raccordement électrique au réseau de distribution. Pour ce faire, ERDF doit fournir et poser l'ensemble de comptage. Ces travaux sont à la charge de la ville et représente un coût de 2 043,25 Euros TTC selon le devis fourni par ERDF

Le contrat de rachat de l'électricité produit fera l'objet d'une prochaine délibération.

Je vous demande, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **ADOPTER** ce nouveau contrat entre la Ville d'Aix en Provence et Electricité Réseau Distribution de France pour le raccordement, l'accès et l'exploitation de l'installation de production pour le site photovoltaïque de la station d'épuration d'Aix Ouest
- **AUTORISER** Madame le Député - Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à l'Eau et à l'Assainissement à signer ce contrat entre la Ville d'Aix en Provence et Electricité Réseau Distribution de France
- **AUTORISER** Madame le Député - Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à l'Eau et à l'Assainissement à signer la proposition de raccordement électrique de Electricité Réseau Distribution de France (proposition n°5314471501)
- **DIRE** que les dépenses des charges annuelles d'utilisation du raccordement au réseau public de distribution seront imputées sur le Budget Assainissement article 604 qui présente les disponibilités suffisantes au titre de l'exercice 2011
- **DIRE** que les dépenses liées à la fourniture et pose de l'ensemble de comptage seront imputées sur le Budget Assainissement article 2313 qui présente les disponibilités suffisantes au titre de l'exercice 2011

**2011.959 - STATION D'EPURATION OUEST-VENTE D'ELECTRICITE
PHOTOVOLTAIQUE - CONTRAT ENTRE LA VILLE D'AIX EN PROVENCE ET
ELECTRICITE RESEAU DISTRIBUTION FRANCE (ERDF)**

Présents et représentés	: 50
Présents	: 41
Abstentions	: 0
Non participation	: 0
Suffrages Exprimés	: 50
Pour	: 50
Contre	: 0

Ont voté contre

NEANT

Se sont abstenus

NEANT

N'ont pas pris part au vote

NEANT

Le Conseil Municipal a Adopté à l'unanimité

le rapport qui précède.

Ont signé Maryse JOISSAINS MASINI, Député Maire

Président de séance et les membres du conseil présents :

**Le Conseiller Municipal délégué,
Arlette OLLIVIER**

**Compte-rendu de la délibération affiché le : 28/09/2011
(articles L 2121-25 et R 2121-11 du C.G.C.T.)**

**Modèle de
 Contrat de Raccordement, d'Accès et d'Exploitation (CRAE)
 pour une installation de production de puissance \leq 36 kVA raccordée
 au réseau public de distribution basse tension**

Conditions générales

Identification : **ERDF-FOR-CF_15E**
 Version : **V 9**

Nb de pages: **20**

Historique

Version	Date d'application	Nature de la modification	Annule et remplace
5	15/03/2006	Modification du capital social d'EDF	
6	15/12/2007	Prise en compte de l'impact de l'intégration du point commun d'injection et de soutirage sur les redevances de gestion et de comptage et de la déclinaison de la loi du 7/12/06 sur la fourniture du comptage.	
7	01/01/2008	Prise en compte du changement d'identité visuelle d'ERDF	
8	01/05/2008	Changement d'identification	NOP-RES_55E
8.1	01/06/2009	. Mise en cohérence suite à simplification des processus raccordement et gestion des contrats des petits producteurs, . Modification du nombre d'exemplaires du contrat suite demande CRE, . Adaptation aux dernières évolutions législatives, réglementaires et jurisprudentielles.	ERDF-FOR-PC_15E 8
9	1/11/2010	. Adaptation au nouveau SI de facturation . Prise en compte de la décision du 5 juin 2009 relative aux tarifs d'utilisation des réseaux publics de transport et de distribution d'électricité (dite « TURPE 3 »)	ERDF-FOR-CF_15E 8.1

Document(s) associé(s)

Résumé

Ce document précise les conditions générales (techniques, juridiques et financières) du raccordement, de l'exploitation et de l'accès d'une installation de production au Réseau Public de Distribution (RPD) en vue de l'injection d'énergie électrique par cette installation, raccordée en basse tension (BT) et de puissance inférieure ou égale à 36 kVA.

Contrat de Raccordement, d'Accès et d'Exploitation (CRAE) pour une installation de production de puissance ≤ 36 kVA raccordée au réseau public de distribution basse tension

Conditions générales

ENTRE

Le Producteur,.....
.....
.....

ci-après dénommé le Producteur,

D'UNE PART,

ET

ÉLECTRICITÉ RESEAU DISTRIBUTION FRANCE (ERDF), société anonyme à directoire et à conseil de surveillance au capital de 270 037 000 euros, dont le siège social est situé Tour Winterthur, 92085 PARIS LA DEFENSE, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTERRE sous le numéro 444 608 442, ci-après dénommée ERDF,

D'AUTRE PART,

Les parties ci-dessus sont appelées dans le présent contrat " Partie ", ou ensemble " Parties ".



Conditions Générales

SOMMAIRE

PREAMBULE	5
CHAPITRE 1 OBJET.....	5
CHAPITRE 2 PERIMETRE CONTRACTUEL.....	5
PARTIE 1 : RACCORDEMENT.....	5
CHAPITRE 3 OUVRAGES DE RACCORDEMENT	5
CHAPITRE 4 TRAVAUX REALISES SUR LES OUVRAGES DE RACCORDEMENT	6
4.1 TRAVAUX REALISES PAR ERDF ET FACTURES AU PRODUCTEUR	6
4.2 TRAVAUX REALISES PAR LE PRODUCTEUR	6
4.3 DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX.....	6
CHAPITRE 5 EXPLOITATION, ENTRETIEN ET RENOUVELLEMENT DES OUVRAGES DE RACCORDEMENT	6
CHAPITRE 6 TRAVAUX DE MODIFICATION DE L'INSTALLATION INTERIEURE.....	6
6.1 MISE EN ŒUVRE DE DISPOSITIONS DE DECOUPLAGE.....	6
6.2 ORGANES DE SECTIONNEMENT	7
CHAPITRE 7 DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES RELATIVES A L'INSTALLATION DE PRODUCTION	7
7.1 PUISSANCE REACTIVE	7
7.2 PERTURBATIONS GENEREES PAR L'INSTALLATION ELECTRIQUE SUR LE RESEAU.....	7
7.3 IMMUNITE VIS A VIS DES PERTURBATIONS.....	7
CHAPITRE 8 DISPOSITIF DE COMPTAGE ET DE CONTROLE DE L'ENERGIE INJECTEE AU RESEAU....	8
8.1 DESCRIPTION DU DISPOSITIF DE COMPTAGE ET DE CONTROLE	8
8.2 FOURNITURE DU DISPOSITIF DE COMPTAGE ET DE CONTROLE	8
CHAPITRE 9 PARTICIPATION FINANCIERE DU PRODUCTEUR A L'ETABLISSEMENT DU RACCORDEMENT	8
9.1 MONTANT DES TRAVAUX	8
9.2 PROPOSITION DE RACCORDEMENT	8
9.3 MODALITES DE PAIEMENT	8
PARTIE 2 : EXPLOITATION	9
CHAPITRE 10 REPRESENTANTS LOCAUX D' ERDF ET DU PRODUCTEUR.....	9
CHAPITRE 11 MISE EN SERVICE DU RACCORDEMENT DE L'INSTALLATION DE PRODUCTION.....	9
CHAPITRE 12 LIMITE D'EXPLOITATION ET ACCESSIBILITE AUX OUVRAGES ELECTRIQUES.....	9
CHAPITRE 13 TRAVAUX HORS TENSION OU INTERVENTIONS SUR LE RESEAU	9
CHAPITRE 14 TRAVAUX HORS TENSION OU INTERVENTIONS SUR LE BRANCHEMENT ET LE DISPOSITIF DE COMPTAGE	9



CHAPITRE 15 PROTECTION DE DECOUPLAGE	10
CHAPITRE 16 CONDITIONS DE COUPLAGE.....	10
CHAPITRE 17 CONTROLE ET ENTRETIEN	10
17.1 ANALYSES D'INCIDENTS OU DE PERTURBATIONS	10
PROTECTIONS DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE	10
PARTIE 3 : ACCES AU RESEAU	11
CHAPITRE 18 MODIFICATIONS DES CARACTERISTIQUES D'UNE INSTALLATION.....	11
CHAPITRE 19 COMPTAGE.....	11
19.1 RESPECT DU DISPOSITIF DE COMPTAGE ET DE CONTROLE	11
19.2 ENTRETIEN ET VERIFICATION DU DISPOSITIF DE COMPTAGE ET DE CONTROLE	11
19.3 DYSFONCTIONNEMENT DU DISPOSITIF DE COMPTAGE ET DE CONTROLE	11
19.4 RELEVÉ DU COMPTEUR PRODUCTION.....	11
19.5 ACCES AU DISPOSITIF DE COMPTAGE ET DE CONTROLE POUR RELEVÉ OU CONTROLE	12
CHAPITRE 20 ENGAGEMENTS D'ERDF	12
20.1 DISPONIBILITE DU RESEAU	12
20.2 QUALITE DE L'ELECTRICITE	12
CHAPITRE 21 ENGAGEMENTS DU PRODUCTEUR.....	12
CHAPITRE 22 DESIGNATION DU RESPONSABLE D'EQUILIBRE.....	13
CHAPITRE 23 PRIX ET FACTURATION DE L'ACCES AU RESEAU PUBLIC DE DISTRIBUTION.....	13
23.1 TARIF D'UTILISATION DES RESEAUX PUBLICS (TURP).....	13
23.2 TARIFICATION DES PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES.....	13
23.3 GESTION DU CONTRAT	13
23.4 COMPTAGE.....	13
23.5 CONDITIONS GENERALES DE FACTURATION	13
CHAPITRE 24 CONDITIONS DE PAIEMENT	14
24.1 MODALITES DE PAIEMENT.....	14
24.2 PENALITES PREVUES EN CAS DE PAIEMENT EN RETARD OU DE NON-PAIEMENT	14
24.3 MESURES PRISES PAR ERDF EN CAS DE NON-PAIEMENT	14
24.4 RECEPTION DES FACTURES ET RESPONSABILITE DE PAIEMENT.....	14
24.5 DELEGATION DE PAIEMENT	14
24.6 MODALITES DE CONTESTATION DE LA FACTURE	15
24.7 TAXES.....	15
PARTIE 4 : STIPULATIONS GENERALES.....	16
CHAPITRE 25 RESPONSABILITE DES PARTIES	16
25.1 REGIME DE RESPONSABILITE	16
25.1.1 <i>Responsabilité des Parties en matière de qualité et de continuité.....</i>	<i>16</i>
25.1.2 <i>Responsabilité des Parties en cas de mauvaise exécution ou non-exécution des clauses du contrat, hormis celles relatives à la qualité et la continuité.....</i>	<i>16</i>
25.2 PROCEDURE DE REPARATION	16
25.3 REGIME PERTURBE ET FORCE MAJEURE	17
25.3.1 <i>Définition de la force majeure.....</i>	<i>17</i>
25.3.2 <i>Régime juridique.....</i>	<i>17</i>
CHAPITRE 26 ASSURANCES.....	17
CHAPITRE 27 EXECUTION DU CONTRAT.....	18



27.1	ADAPTATION DU CONTRAT	18
27.2	CESSION DU CONTRAT	18
27.3	CONFIDENTIALITE	18
27.4	DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	18
CHAPITRE 28 ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE DU CONTRAT		18
CHAPITRE 29 SUSPENSION DU CONTRAT		19
29.1	CONDITIONS DE LA SUSPENSION.....	19
29.2	EFFETS DE LA SUSPENSION	19
CHAPITRE 30 CAS DE RESILIATION		19
30.1	CAS DE RESILIATION	19
30.2	EFFET DE LA RESILIATION.....	20
CHAPITRE 31 CONTESTATIONS.....		20
CHAPITRE 32 TRANSMISSION DE DOCUMENTS.....		20

PREAMBULE

Vu d'une part,

La loi n° 2000-108 du 10 février 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité, ses décrets et arrêtés d'application ;

Considérant,

que les dispositions du cahier des charges annexé à la convention de Concession pour le service public de distribution d'énergie électrique signée entre ERDF et l'autorité concédante sur le territoire de laquelle est située l'Installation de Production sont applicables, pour autant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions législatives et réglementaires postérieures à la date de signature de la convention de Concession,

Les Parties sont convenues de ce qui suit.

Tout terme commençant par une majuscule est défini au glossaire figurant dans la Documentation Technique de Référence d'ERDF.

Chapitre 1 OBJET

Le présent contrat a pour objet de définir :

- les modalités techniques, juridiques et financières du raccordement au Réseau Public de Distribution (Réseau) basse tension de l'Installation de Production (Partie 1 du document).
- les dispositions relatives à l'exploitation convenues entre le Producteur et ERDF (Partie 2 du document)
- les conditions techniques, juridiques et financières de l'accès au Réseau basse tension (Partie 3 du document).
- les stipulations générales (Partie 4 du document).

Le présent contrat est applicable à toutes les installations de production nouvelles ou existantes hormis celles situées en Zones Non-Interconnectées.

Le type d'injection au Réseau, la Puissance Installée et la Puissance de Raccordement de l'Installation de Production sont décrits dans les Conditions Particulières.

Chapitre 2 PERIMETRE CONTRACTUEL

Le dispositif contractuel standard défini par ERDF comprend une convention de raccordement, une convention d'exploitation et un contrat d'accès au Réseau, regroupés pour les installations dont la Puissance de Raccordement en injection est \leq 36 kVA dans ce document unique dénommé Contrat de Raccordement d'Accès au Réseau et d'Exploitation.

Les Parties sont donc convenues d'intégrer l'ensemble du dispositif contractuel dans le présent contrat.

Le présent contrat comprend les pièces contractuelles suivantes :

- les Conditions Générales ;
- les Conditions Particulières.

Celles-ci constituent l'accord des Parties. Elles annulent et remplacent tous les contrats, lettres, propositions, offres et conventions remis, échangés ou signés entre les Parties antérieurement à la signature du présent contrat et portant sur le même objet.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du présent contrat, les Conditions Particulières prévalent sur les Conditions Générales.

Dans le cadre de l'exécution du présent contrat, ERDF rappelle au Producteur l'existence de sa Documentation Technique de Référence (DTR), de son référentiel clientèle et de son catalogue des prestations. Ceux-ci exposent les dispositions réglementaires et les règles complémentaires qu'ERDF applique à l'ensemble des utilisateurs pour leur assurer l'accès et l'utilisation du RPD, ils sont accessibles sur le site d'ERDF à l'adresse Internet www.erdfdistribution.fr. Les documents qu'ils comprennent sont communiqués au Producteur qui en fait la demande écrite, à ses frais.

Le Producteur reconnaît avoir été informé, préalablement à la conclusion du présent contrat, de l'existence de la DTR, du référentiel clientèle et du catalogue des prestations publiés par ERDF.

PARTIE 1 : RACCORDEMENT

Chapitre 3 OUVRAGES DE RACCORDEMENT

Sauf stipulation contraire figurant aux Conditions Particulières, le Site est desservi par un dispositif unique de raccordement aboutissant à un seul Point de Livraison.

Conformément aux articles 15 et 17 du cahier des charges annexé à la convention de Concession pour le service public de distribution d'énergie électrique signée entre ERDF et l'autorité concédante, les Ouvrages de Raccordement sont intégrés à la Concession pour le service public de distribution d'énergie électrique.

La Limite de Propriété des Ouvrages correspondant au Point de Livraison et au Point de Connexion est située aux bornes de sortie en aval du disjoncteur de branchement du Producteur. En aval de cette Limite, les Ouvrages sont propriété du Producteur. En amont¹ de cette Limite, les Ouvrages sont intégrés à la Concession

¹ Par convention, l'énergie destinée à desservir des installations de consommation circule de l'amont (Réseau) vers l'aval (Site de consommation) ; Ces localisations d'amont et d'aval demeurent inchangées dans le cas d'Installations de Production.

pour le service public de distribution d'énergie électrique attribuée à ERDF.

L'intégralité du raccordement depuis le Point de Raccordement au Réseau jusqu'au Point de Livraison de l'énergie produite par l'Installation de Production est décrite dans les Conditions Particulières. Les modifications éventuellement nécessaires au raccordement de l'Installation de Production sur le raccordement existant sont également listées dans les Conditions Particulières.

Chapitre 4 TRAVAUX REALISES SUR LES OUVRAGES DE RACCORDEMENT

Les travaux sur les Ouvrages de Raccordement intégrés à la Concession (cf. Chapitre 3) sont placés sous maîtrise d'ouvrage d'ERDF (ou le cas échéant de l'autorité concédante, conformément au cahier des charges de Concession pour le service public de distribution d'énergie électrique en vigueur sur le territoire sur lequel est située l'Installation de Production) qui décide des modalités de réalisation des travaux.

4.1 TRAVAUX REALISES PAR ERDF ET FACTURES AU PRODUCTEUR

Les travaux réalisés par ERDF et facturés au Producteur sont détaillés dans les Conditions Particulières et sont facturés au Producteur suivant les modalités décrites dans le Chapitre 9.

4.2 TRAVAUX REALISES PAR LE PRODUCTEUR

Certains travaux sur les Ouvrages de Raccordement, d'ordre non-électrique ou électrique, peuvent être réalisés par le Producteur, suivant les prescriptions d'ERDF. Ils resteront à la charge financière du Producteur.

Les travaux à réaliser par le Producteur sont détaillés dans les Conditions Particulières.

4.3 DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX

Après réception du présent contrat signé, ERDF s'engage à effectuer les travaux de raccordement selon le délai et les modalités précisés aux Conditions Particulières.

Chapitre 5 EXPLOITATION, ENTRETIEN ET RENOUVELLEMENT DES OUVRAGES DE RACCORDEMENT

Ces Ouvrages étant intégrés à la Concession de distribution publique, ERDF en assure l'exploitation, l'entretien et le renouvellement.

Chapitre 6 TRAVAUX DE MODIFICATION DE L'INSTALLATION INTERIEURE

Les travaux de modification de l'Installation Intérieure nécessaires au raccordement de l'Installation de Production sont placés sous Maîtrise d'ouvrage du Producteur et réalisés à ses frais.

D'une façon générale, ERDF n'intervient pas dans la définition, les choix techniques et la construction des Installations situées en aval du Point de Livraison. Cependant, les Ouvrages doivent respecter les textes et normes en vigueur, notamment la norme NF C15-100 et doivent satisfaire aux prescriptions d'ERDF, sur les points détaillés aux articles 6.1 et 6.2.

6.1 MISE EN ŒUVRE DE DISPOSITIONS DE DECOUPLAGE

Un dispositif constitué d'une protection et d'un organe de découplage doit être installé entre la sortie du générateur et l'Installation Intérieure.

Ce dispositif est requis au titre de la réglementation en vigueur relative aux prescriptions techniques de conception et de fonctionnement pour le raccordement au Réseau d'une Installation de Production électrique.

Ce dispositif placé dans l'Installation Intérieure a pour effet de déconnecter instantanément le générateur pour :

- permettre le fonctionnement normal des protections et automatismes installés par ERDF,
- éviter d'alimenter un défaut ou de laisser sous tension un Ouvrage en défaut,
- ne pas alimenter les installations voisines à une tension ou fréquence anormale.

Pour répondre à ces différentes fonctionnalités, le Producteur met en œuvre l'une des deux solutions objet des variantes suivantes.

[Variante A : cas d'une Installation comportant un ou plusieurs onduleurs ou sectionneurs automatiques incluant la protection de découplage]

Un ou plusieurs onduleur(s) (ou sectionneurs automatiques) intègre(ent) (chacun) un dispositif de découplage conforme à une norme incluant les prescriptions d'ERDF². La preuve de conformité devra être soumise à l'approbation préalable d'ERDF au moyen du certificat de conformité du constructeur concernant chacun des appareils mis en œuvre, rédigée suivant la trame au format de la norme NF EN ISO/CEI 17050-1.

[Fin de variante A]

[Variante B cas d'une Installation comportant un ou plusieurs onduleurs (ou générateurs) n'incluant pas la protection de découplage]

² La protection de découplage doit répondre aux exigences de la norme DIN VDE 0126 1.1. Le Producteur peut, s'il le souhaite, demander au constructeur d'inhiber la protection d'impédance.

Le dispositif de découplage est constitué de relais de protection et d'un ou plusieurs appareils de découplage externes à ou aux onduleur(s) (*ou générateurs*). Le schéma de réalisation de ce dispositif devra être soumis à l'approbation préalable d'ERDF et comporter les éléments permettant la réalisation par ERDF des essais de vérification du fonctionnement et le scellé des réglages préalables, nécessaires à tout couplage du générateur.

La protection de découplage sera de type B.1, constituée d'un relais d'un type apte à l'exploitation³ et réglée pour un fonctionnement instantané aux seuils suivants :

- minimum de tension phase (s)-neutre sous 85 % de la tension nominale,
- maximum de tension phase (s)-neutre au-dessus de 110 % de la tension nominale,
- minimum de fréquence sous 49.5 Hz,
- maximum de fréquence au-dessus de 50.5 Hz.

La protection de découplage devra actionner par commande à minimum de tension l'ouverture de l'organe de découplage au moyen, si nécessaire, d'un relais auxiliaire de découplage. L'organe de découplage devra être distinct du disjoncteur de branchement (AGCP), présenter une aptitude au sectionnement suivant l'article 536 de la norme NF C 15-100 afin de garantir la séparation entre l'Installation de Production et le Réseau d'ERDF et être placé de telle sorte que l'alimentation du circuit de mesure de la protection de découplage ne soit jamais interrompue.

Selon le schéma adopté par l'installateur la mesure des tensions sera réalisée au niveau du tableau général de l'Installation, en aval du disjoncteur de branchement (AGCP).

[Fin de variante B]

La solution retenue par le Producteur figure aux Conditions Particulières.

6.2 ORGANES DE SECTIONNEMENT

En application de l'UTE C 18-510, les conditions d'intervention hors tension sur les Ouvrages électriques du Réseau nécessitent la mise en place d'organes de sectionnement permettant de séparer l'Ouvrage de toute source d'alimentation.

Un premier organe de sectionnement accessible depuis le domaine public permet de séparer l'Installation de Production du Réseau. Un second organe de sectionnement situé en aval du Point de Livraison sur l'installation intérieure permet de séparer le branchement de l'Installation de Production. Cet organe répond aux spécifications du chapitre 46 « Sectionnement et commande » et de l'article 536 de la Norme NFC 15-100.

Les conditions d'intervention sécurisée sur le branchement sont décrites au Chapitre 14.

Chapitre 7 DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES RELATIVES A L'INSTALLATION DE PRODUCTION

7.1 PUISSANCE REACTIVE

Conformément à l'arrêté du 23 avril 2008 (relatif aux prescriptions techniques de conception et de fonctionnement pour le raccordement au Réseau en basse tension ou en moyenne tension d'une installation de production d'énergie électrique) chaque génératrice électrique ne devra pas absorber de puissance réactive.

Si l'Installation comporte un ou plusieurs onduleurs, l'absorption et la production d'énergie réactive par les onduleurs sont considérées comme négligeables.

Si les génératrices sont des machines asynchrones sans électronique de puissance couplées au Réseau, le Producteur veillera à s'assurer qu'une séparation volontaire ou fortuite de son Installation du Réseau ne produira pas de situation préjudiciable à ses installations (par exemple risque de surtension lorsqu'une machine asynchrone est ilôtée sur ses condensateurs).

7.2 PERTURBATIONS GENEREES PAR L'INSTALLATION ELECTRIQUE SUR LE RESEAU

Conformément à l'arrêté du 23 avril 2008 susvisé, le Producteur limitera les perturbations que son Installation Electrique génère sur le Réseau BT aux niveaux réglementaires.

- Fluctuations rapides de la tension

Le niveau de contribution de l'Installation de Production au papillotement longue durée (Plt) doit être limité au Point de Livraison à 1. Les appareils de l'Installation doivent être conformes aux textes réglementaires et normatifs pertinents.

Il s'agit notamment des documents normatifs suivants : NFEN 61000-3-3, CEI 61000-3-5 et NFEN 61000-3-11.

7.3 IMMUNITE VIS A VIS DES PERTURBATIONS

L'Installation de Production doit être conçue pour supporter les perturbations liées à l'exploitation en régime normal du Réseau et faire face à celles qui peuvent être générées lors des régimes exceptionnels de Réseau.

³ La liste des matériels aptes à l'exploitation figure dans la DTR d'ERDF.

Chapitre 8 DISPOSITIF DE COMPTAGE ET DE CONTROLE DE L'ÉNERGIE INJECTÉE AU RESEAU

8.1 DESCRIPTION DU DISPOSITIF DE COMPTAGE ET DE CONTROLE

Le Dispositif de Comptage et de Contrôle permet le contrôle des caractéristiques de l'injection de l'électricité au Réseau et du soutirage le cas échéant et leur adaptation aux conditions du présent contrat. Il permet de mesurer les quantités d'énergie injectée et soutirée le cas échéant au Réseau. Il est plombé par ERDF.

L'une des 2 variantes suivantes sera retenue en fonction du choix du Producteur en matière d'injection au Réseau figurant au Chapitre 1 des Conditions Particulières.

[Variante A : cas d'un Producteur injectant au Réseau le surplus de sa production]

Le dispositif est constitué :

- ⇒ d'un Compteur pour l'enregistrement de l'énergie injectée au Réseau,
- ⇒ du disjoncteur de branchement (AGCP), commun à l'injection et au soutirage et réglé en fonction de la puissance maximale tenue à disposition pour le soutirage.

Conformément à la norme NF C14-100, le Dispositif est placé de telle sorte que son accès en soit facilité, suivant les modalités décrites dans la DTR d'ERDF. En particulier, lorsqu'un télé report n'est pas installé, l'accès au Dispositif de comptage par ERDF doit être accessible dans les conditions décrites au Chapitre 14.

Le Compteur destiné à l'installation de soutirage enregistre l'énergie nécessaire aux besoins non couverts par l'Installation de Production.

[Fin de variante A]

[Variante B : cas d'un Producteur injectant au Réseau la totalité de sa production]

Le Dispositif est constitué :

- ⇒ d'un Compteur pour l'enregistrement de l'énergie injectée au Réseau,
- ⇒ d'un Compteur pour l'enregistrement de la consommation de veille de l'Installation de Production en dehors des périodes de production,
- ⇒ d'un disjoncteur de branchement (AGCP) réglé en fonction de la Puissance de Raccordement au Réseau.

Conformément à la norme NF C14-100, le Dispositif est placé de telle sorte que son accès en soit facilité. En particulier, lorsqu'un télé report n'est pas installé, l'accès au Dispositif de comptage par ERDF doit être accessible dans les conditions décrites au Chapitre 14.

[Fin de variante B]

8.2 FOURNITURE DU DISPOSITIF DE COMPTAGE ET DE CONTROLE

Le Dispositif de Comptage et de Contrôle est constitué du ou des compteur(s), du disjoncteur, du panneau et du coffret de comptage fournis par ERDF et font partie du domaine concédé. Une composante de comptage est mise à la charge du Producteur, elle est décrite dans le TURP.

Chapitre 9 PARTICIPATION FINANCIERE DU PRODUCTEUR A L'ETABLISSEMENT DU RACCORDEMENT

9.1 MONTANT DES TRAVAUX

Le Producteur prend en charge la totalité des dépenses liées aux travaux décrits à l'article 4.1 et aux frais de Mise en Service du Raccordement.

Le montant total des travaux et des frais de Mise en Service figure aux Conditions Particulières.

9.2 PROPOSITION DE RACCORDEMENT

Une proposition de raccordement conforme au chiffrage des travaux et/ou des prestations, établie par ERDF, figure aux Conditions Particulières.

9.3 MODALITES DE PAIEMENT

Le Producteur réglera le montant de sa participation financière à ERDF dans les conditions suivantes :

- a) à la signature du présent contrat,
 1. 100% du montant de la proposition de raccordement s'il n'y a pas facturation de travaux d'extension ,
 2. 50% du montant de la proposition de raccordement s'il y a facturation de travaux d'extension ou sur demande expresse du Producteur.
- b) Le cas échéant, le solde du montant de la proposition de raccordement à l'achèvement des travaux et avant toute Mise en Service.

PARTIE 2 : EXPLOITATION

Chapitre 10 REPRESENTANTS LOCAUX D'ERDF ET DU PRODUCTEUR

Les coordonnées des Parties à la date de signature du contrat figurent aux Conditions Particulières.

Les Parties s'informent mutuellement, en cas de changement de leur représentant ou de ses coordonnées, préalablement à ce changement, dans les meilleurs délais, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Chapitre 11 MISE EN SERVICE DU RACCORDEMENT DE L'INSTALLATION DE PRODUCTION

La Mise en Service du Raccordement de l'Installation de Production par ERDF est réalisée selon les modalités définies dans le catalogue des prestations d'ERDF en vigueur, elle nécessite :

- la complète réalisation des travaux prévue en partie 1 du présent contrat, dans le respect des prescriptions y figurant,
- le paiement de la totalité du montant des travaux décrits au Chapitre 9 selon les modalités de l'article 9.3,
- la vérification du bon fonctionnement de la protection de découplage, conformément au Chapitre 15,
- la fourniture du récépissé de la déclaration d'exploiter le cas échéant ou du document valant récépissé de la déclaration d'exploiter conformément au décret n° 2000-877 modifié,
- la réception et la prise d'effet de l'Accord de Rattachement au Périmètre du Responsable d'Equilibre désigné au Chapitre 22, sauf dans le cas où le Producteur bénéficie de l'obligation d'achat d'électricité,
- la transmission le cas échéant par le Producteur d'une attestation de conformité de son installation intérieure aux prescriptions de sécurité imposées par les règlements en vigueur conformément au décret n° 72-1120 du 14/12/1972 modifié.

Chapitre 12 LIMITE D'EXPLOITATION ET ACCESSIBILITE AUX OUVRAGES ELECTRIQUES

La Limite d'Exploitation entre l'Installation de Production et le Réseau est fixée à la Limite de Propriété des Ouvrages définie au Chapitre 3.

Les Ouvrages du Réseau sont exploités, renouvelés, entretenus, réglés et scellés par ERDF.

Tous les appareils et boîtiers du branchement et, le cas échéant, de la protection de découplage de type externe sont réglés par ERDF et rendus inaccessibles aux tiers par pose de scellés. Le Producteur assure l'exploitation, le renouvellement, l'entretien de ses équipements et de son Installation Intérieure à ses frais et dispose d'un droit de manœuvre sur le disjoncteur de branchement (AGCP).

L'accès d'ERDF aux parties du branchement situées dans le domaine privé du Producteur et à l'Installation Intérieure pour leur dépannage, entretien ou visite de contrôle est garanti par le Producteur qui s'engage à convenir d'un rendez-vous en heures ouvrables sous huitaine et à être présent lors de l'intervention programmée en concertation entre le Producteur et ERDF.

Chapitre 13 TRAVAUX HORS TENSION OU INTERVENTIONS SUR LE RESEAU

Pour tous travaux ou interventions hors tension sur le Réseau desservant le branchement et nécessitant la séparation de l'Installation du Producteur du Réseau, ERDF informe ce dernier par voie de presse, d'affichage ou d'informations individualisées de la date et de l'heure de l'interruption conformément à l'article 25 du cahier des charges de Concession de Distribution Publique.

Lors de ces travaux ou interventions, ERDF procède à l'ouverture et à la condamnation⁴ du coffret de sectionnement accessible depuis le domaine public du branchement. En fin d'intervention, ERDF reconnecte l'installation électrique au Réseau sans préavis.

La durée d'une interruption peut exceptionnellement atteindre 10 heures mais ne peut en aucun cas la dépasser.

Chapitre 14 TRAVAUX HORS TENSION OU INTERVENTIONS SUR LE BRANCHEMENT ET LE DISPOSITIF DE COMPTAGE

En cas d'intervention à l'initiative d'ERDF ne présentant pas un caractère d'urgence, le Producteur s'engage, si l'intervention nécessite d'accéder dans son domaine privé, à convenir d'un rendez-vous en heures ouvrables sous quinzaine et à être présent lors de l'intervention programmée en concertation entre le Producteur et ERDF.

Si ERDF le lui demande, le Producteur s'engage d'autre part à :

⁴ acte d'exploitation permettant de signaler que l'Ouvrage est séparé de toute source de tension

1. séparer l'Installation de Production de son Installation Intérieure par le dispositif de sectionnement décrit à l'article 6.2.
2. permettre à ERDF de signaler cette séparation par pose d'une pancarte de condamnation et d'interdiction de manœuvrer.

La durée d'une interruption peut exceptionnellement atteindre 10 heures mais ne peut en aucun cas la dépasser.

Chapitre 15 PROTECTION DE DECOUPLAGE

[Variante A : cas d'une Installation comportant un ou plusieurs onduleurs ou sectionneurs automatiques incluant la protection de découplage]

Le dispositif de découplage, conforme aux prescriptions d'ERDF est interne à l'onduleur ou à un sectionneur automatique interne à l'installation de production. Par construction, ce dispositif de protection est réglé et contrôlé en usine et est inaccessible à ERDF. La Mise en Service du Raccordement de l'Installation ne fera l'objet d'aucun réglage, celui-ci étant effectué en usine. Un essai de bon fonctionnement de la protection de découplage sera réalisé lors de la Mise en Service du Raccordement, par ouverture du disjoncteur « Production ».

[fin de variante A]

[Variante B : protection de découplage externe de type B.1]

ERDF procédera, lors de la Mise en Service du Raccordement de l'Installation de Production, au réglage et aux essais de fonctionnement du dispositif de découplage. Ceux-ci sont à la charge du Producteur et sont inclus dans le chiffrage des travaux figurant aux Conditions Particulières.

Les réglages des relais de la protection de découplage réalisés par ERDF, sont rendus inaccessibles au Producteur par scellé.

[fin de variante B]

Chapitre 16 CONDITIONS DE COUPLAGE

Les manœuvres de couplage au Réseau sont réalisées sur l'initiative du Producteur, sous sa responsabilité, et sauf avis contraire d'ERDF, sans autorisation préalable de celui-ci. Elles ne doivent pas entraîner de perturbation sur le Réseau.

Les modalités de mise en œuvre de la responsabilité éventuelle du Producteur sont décrites au Chapitre 25.

Le générateur doit se découpler automatiquement après :

- l'apparition d'une anomalie de tension ou coupure de circuit affectant le Réseau ou l'Installation du Producteur,
- la détection d'une anomalie ou panne affectant son bon fonctionnement.

Au retour des conditions normales d'alimentation, le générateur peut se coupler automatiquement ou avec intervention du Producteur.

Chapitre 17 CONTROLE ET ENTRETIEN

17.1 ANALYSES D'INCIDENTS OU DE PERTURBATIONS

Le Producteur s'engage à fournir à la demande d'ERDF les informations disponibles relatives au fonctionnement de son Installation de Production lors d'une analyse d'incident faisant suite à une anomalie de comportement du Réseau.

17.2 PROTECTIONS DE L'INSTALLATION ÉLECTRIQUE

[Paragraphe applicable uniquement si protection de découplage de type B.1]

ERDF peut être amenée à procéder à des vérifications périodiques du réglage et du fonctionnement du système de découplage ou des modification des seuils de réglage. Le Producteur s'engage à convenir d'un rendez-vous en heures ouvrables sous quinzaine et à rendre accessible l'ensemble des équipements constituant le système de découplage.

PARTIE 3 : ACCES AU RESEAU

Chapitre 18 MODIFICATIONS DES CARACTERISTIQUES D'UNE INSTALLATION

Toute modification de l'Installation entraînant une évolution des caractéristiques mentionnées aux Conditions Particulières sur l'initiative du Producteur doit être notifiée à ERDF par fax ou lettre recommandée avec demande d'avis de réception et faire l'objet d'un avenant au présent contrat.

Lorsque ERDF doit réaliser des travaux sur les Ouvrages de raccordement du fait de modifications apportées par le Producteur à son Installation de Production, chaque Partie prend à sa charge le montant des travaux lui incombant, conformément à l'application des dispositions légales et réglementaires en vigueur au moment de la demande, notamment le barème pour la facturation de l'opération de raccordement des utilisateurs au RPD.

Les conditions de réalisation des travaux susvisés ainsi que toutes les modalités techniques et financières font l'objet d'un avenant au présent contrat ou d'un nouveau contrat selon la consistance des modifications, sur lequel sont précisées les modifications apportées au dispositif initial, ainsi que, le cas échéant, les conditions nouvelles d'exploitation de l'Installation.

En cas de désaccord sur les nouvelles dispositions contractuelles, les Parties s'engagent à mettre en œuvre les dispositions du Chapitre 31.

Chapitre 19 COMPTAGE

Conformément à l'article 13 de la loi n°2004-803 du 9 août 2004 modifiée, ERDF est notamment chargée, dans le cadre des cahiers des charges de concession, d'exercer les activités de comptage pour les utilisateurs raccordés à son Réseau, en particulier la fourniture, la pose, le contrôle métrologique, l'entretien et le renouvellement des Dispositifs de Comptage.

Conformément à l'article 19 de la loi n°2000-108 du 10 février 2000 modifiée, ERDF procède aux comptages nécessaires à l'exercice de ses missions. A ce titre, elle mesure l'énergie électrique soutirée ou injectée à chaque Point de Livraison, elle exploite tous les équipements du Dispositif de Comptage, elle relève, contrôle, corrige et valide les données de comptage, et met à disposition ces données validées auprès des utilisateurs autorisés.

19.1 RESPECT DU DISPOSITIF DE COMPTAGE ET DE CONTROLE

Le Producteur et ERDF s'engagent à ne pas porter atteinte à l'intégrité et au fonctionnement du Dispositif de Comptage et de Contrôle.

19.2 ENTRETIEN ET VERIFICATION DU DISPOSITIF DE COMPTAGE ET DE CONTROLE

Le Dispositif de Comptage et de Contrôle est intégré à la Concession de Distribution Publique. Il est entretenu et vérifié par ERDF. Une redevance de location et entretien et une redevance de contrôle décrites décrite dans le TURP sont mises à la charge du Producteur. ERDF peut procéder au remplacement des appareils en fonction des évolutions technologiques ou à l'issue d'une visite de contrôle selon les modalités décrites à l'article 19.5.

Les frais de réparation ou de remplacement des équipements qui résultent de ces visites sont à la charge d'ERDF sauf en cas de détérioration imputable au Producteur.

Le Producteur peut demander à tout moment la vérification de ces équipements, soit par ERDF, soit par un expert choisi d'un commun accord parmi les organismes agréés par le service chargé du contrôle des instruments de mesure. Les frais entraînés par cette vérification sont à la charge d'ERDF si ces équipements ne sont pas reconnus exacts, dans les limites réglementaires de tolérance et à celle du Producteur dans le cas contraire aux conditions prévues dans le catalogue des prestations.

En cas de fonctionnement défectueux d'un équipement du Dispositif de Comptage, ERDF procède au remplacement de l'équipement concerné.

19.3 DYSFONCTIONNEMENT DU DISPOSITIF DE COMPTAGE ET DE CONTROLE

En cas de fonctionnement défectueux du Dispositif de Comptage et de Contrôle ayant une incidence sur l'enregistrement de la production d'électricité, ERDF, en concertation avec le Producteur, évalue les quantités d'électricité livrées (ou soutirées le cas échéant) au Réseau, par comparaison avec des installations similaires (ou témoin) pendant la même période de production.

ERDF informe le Producteur de l'existence et des corrections apportées aux données de comptage. Le Producteur peut contester les données de comptage ainsi que les données de comptage corrigées dans les conditions définies au Chapitre 31.

En tout état de cause, le Producteur doit veiller à ne pas porter atteinte lui-même à l'intégrité du Dispositif de Comptage et de Contrôle permettant de mesurer les quantités d'électricité injectées (ou soutirées le cas échéant) au Réseau. Il s'engage à signaler sans délai à ERDF toute anomalie touchant à ces appareils.

19.4 RELEVÉ DU COMPTEUR PRODUCTION

L'article 19 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 modifiée a confié à ERDF le soin de procéder aux comptages nécessaires à l'exercice de sa mission.

A ce titre, elle relève semestriellement les index du Compteur Production.

Une redevance de relève décrite au Chapitre 23 relatif au TURP est mise à la charge du Producteur.



19.5 ACCES AU DISPOSITIF DE COMPTAGE ET DE CONTROLE POUR RELEVÉ OU CONTROLE

Lorsqu'un accès permanent d'ERDF au Dispositif de Comptage et de Contrôle fait partie des conditions de raccordement décrites en Partie 1, le Producteur s'engage à conserver le caractère permanent de cet accès pendant la durée du présent contrat.

Lorsque cette prescription ne fait pas partie des conditions de raccordement décrites en Partie 1, le Producteur s'engage à être présent lors de l'intervention programmée par ERDF.

Le Producteur peut, s'il le souhaite, convenir d'un rendez-vous avec ERDF. Cette prestation est facturée au Producteur conformément au catalogue des prestations d'ERDF en vigueur.

Si au cours des douze derniers mois le Compteur n'a pas pu être relevé du fait du Producteur, ERDF fixe un rendez-vous d'un commun accord avec le Producteur. Cette prestation est facturée au Producteur.

Si le rendez-vous n'est pas honoré du fait du Producteur, ERDF peut, sous réserve du respect d'un préavis de dix jours ouvrés à compter de la réception par le Producteur d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception valant mise en demeure, suspendre l'accès au Réseau de l'Installation de Production dans les conditions du Chapitre 29, sans préjudice des dommages-intérêts auxquels ERDF pourrait prétendre. Dans ce cas, la lettre susvisée indique notamment la date au-delà de laquelle l'accès au Réseau sera interrompu si le Producteur n'a pas donné accès au Dispositif de Comptage et de Contrôle. Le cas échéant, le Responsable d'Équilibre en est également informé.

- Lorsque la disponibilité du Réseau est affectée, pour des raisons accidentelles sans faute de la part d'ERDF, d'interruptions dues aux faits de tiers.
- Dans tous les cas, il appartient au Producteur de prendre les précautions qu'il juge utiles pour prémunir son Installation de Production contre les éventuelles indisponibilités du Réseau. Des conseils peuvent être demandés par le Producteur à ERDF.

Le cas échéant, les modalités de mise en œuvre de la responsabilité d'ERDF sont décrites au Chapitre 25.

20.2 QUALITE DE L'ELECTRICITE

La Tension Nominale est de 230 V en courant monophasé et de 400 V en courant triphasé. ERDF maintient la Tension de fourniture au Point de Livraison à l'intérieur d'une plage de variation de + à - 10% de la Tension Nominale fixée par décret, sauf dispositions contraires prévues par le cahier des charges de concession de distribution publique applicable. La valeur nominale de la fréquence de la tension est de 50 Hertz.

ERDF s'engage sur la fréquence de la tension conformément à la norme EN 50-160.

La responsabilité d'ERDF ne saurait être engagée lorsque la qualité de l'électricité pour des usages professionnels est affectée, pour des raisons accidentelles sans faute de la part d'ERDF, de défauts dus aux faits de tiers.

A la demande du Producteur, ERDF peut procéder à des mesures de la qualité de l'onde électrique au Point de Livraison (niveaux de tension ou de fréquence). Si ces derniers sont conformes aux prescriptions réglementaires, les frais de contrôle seront mis à la charge du Producteur. Dans le cas contraire, ERDF s'engage à prendre les dispositions nécessaires pour remédier à cette situation.

Chapitre 20 ENGAGEMENTS D'ERDF

20.1 DISPONIBILITE DU RESEAU

ERDF s'engage à assurer la disponibilité du Réseau pour l'injection de l'énergie produite sauf dans les cas qui relèvent de la force majeure définie à l'article 25.3.1 du présent contrat et dans les cas énoncés ci-après :

- Lorsque des interventions programmées sur le Réseau nécessitent sa mise hors tension, celles-ci sont alors portées à la connaissance du Producteur, avec l'indication de la durée prévisible d'interruption, par voie de presse, d'affichage ou d'informations individualisées au moins trois jours à l'avance, conformément à l'article 25 du cahier des charges annexé à la Convention de Concession pour le service public de distribution d'énergie électrique signée entre ERDF et l'autorité concédante sur le territoire sur lequel se situe l'Installation de Production. La durée d'une interruption peut exceptionnellement atteindre 10 heures mais ne peut en aucun cas les dépasser.

Chapitre 21 ENGAGEMENTS DU PRODUCTEUR

Le respect par ERDF des engagements décrits au Chapitre 20 suppose que le Producteur limite à son Point de Livraison ses propres perturbations suivant les modalités décrites dans l'arrêté du 23 avril 2008.

Les équipements seront conformes pendant toute la durée du contrat aux normes et règlements en vigueur à la date de signature du présent contrat, en particulier aux normes et règlements évoqués dans le présent contrat. Par la suite, les matériels remplacés, le cas échéant, seront conformes aux normes et réglementations en vigueur au moment du remplacement.

Le cas échéant, les modalités de mise en œuvre de la responsabilité du Producteur sont décrites au Chapitre 25.

Chapitre 22 DESIGNATION DU RESPONSABLE D'EQUILIBRE

Le Producteur doit indiquer à ERDF le Responsable d'Equilibre au périmètre duquel l'Installation de Production sera rattachée. Le Responsable d'Equilibre doit avoir signé un contrat de Responsable d'Equilibre avec RTE et un contrat de mise en œuvre de la fonction de Responsable d'Equilibre avec ERDF.

Le Responsable d'Equilibre est désigné par le Producteur dans les Conditions Particulières.

Lors du choix initial et à chaque changement de Responsable d'Equilibre (notamment suite à une résiliation de l'Accord de Rattachement avec le Responsable d'Equilibre initial) :

- l'Accord de Rattachement valide signé du Producteur et du Responsable d'Equilibre est à adresser à ERDF par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Si l'Accord de Rattachement est reçu par ERDF au moins 7 jours calendaires avant la fin du mois courant, il prend effet au plus tôt le 1er jour du mois suivant. Si l'Accord de Rattachement est reçu moins de 7 jours calendaires avant la fin du mois courant, il prend effet au plus tôt le 1er jour du deuxième mois suivant.
- le Producteur autorise ERDF à communiquer au Responsable d'Equilibre au Périmètre duquel il est rattaché les données relatives à l'injection de l'Installation de Production au Réseau BT. Les Parties conviennent que la signature du présent contrat vaut autorisation au sens de l'article 2 II du décret n° 2001-630 du 16 juillet 2001 modifié.

Dans le cas où le Producteur bénéficierait de l'obligation d'achat d'électricité, en application de l'article 5 du décret n°2001-410 du 10 mai 2001 modifié, le Responsable d'Equilibre est dans ce cas l'acheteur ou un tiers désigné par ce dernier.

Chapitre 23 PRIX ET FACTURATION DE L'ACCES AU RESEAU PUBLIC DE DISTRIBUTION

Les frais facturés au Producteur le sont au titre :-

- de l'utilisation du Réseau Public de Distribution d'Electricité. Les montants facturés résultant de l'application du Tarif d'Utilisation des Réseaux, sont décrits à l'Article 23.1;
- des prestations demandées, le cas échéant, par le Producteur. Les montants facturés sont décrits à l'article 23.2.

23.1 TARIF D'UTILISATION DES RESEAUX PUBLICS (TURP)

Le TURP est appliqué au Point de Connexion du Producteur. Ce Point de Connexion correspond au Point de Livraison.

Le montant dû par le Producteur au titre d'une année d'utilisation du Réseau intègre :

- Les frais liés à la composante de gestion : telle que définie à l'article 23.3
- Les frais liés à la composante de comptage : telle que définie à l'Article 23.4
- Les frais liés à la composante des injections : c'est un montant qui dépend de l'énergie active injectée au Réseau au Point de Livraison ;

Tous ces éléments de facture sont décrits dans le Tarif d'Utilisation des Réseaux Publics (TURP) approuvé par Décision ministérielle publiée au Journal Officiel de la République Française.

Les éventuelles évolutions du TURP s'appliquent de plein droit au présent contrat dès l'entrée en vigueur de la Décision ministérielle.

23.2 TARIFICATION DES PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES

Les prestations complémentaires éventuellement réalisées pour le Producteur sont facturées conformément au catalogue des prestations d'ERDF en vigueur. Elles peuvent faire l'objet d'une facturation séparée.

23.3 GESTION DU CONTRAT

Le Producteur acquitte à ERDF une composante de gestion au titre de son contrat d'injection conforme au TURP en vigueur.

La composante de gestion du contrat d'accès au Réseau couvre les coûts de la gestion du dossier du Producteur, l'accueil physique et téléphonique, la facturation et le recouvrement.

23.4 COMPTAGE

Le Producteur acquitte à ERDF une composante de comptage au titre du présent contrat, conforme au TURP en vigueur.

La composante de comptage couvre les coûts de comptage, de contrôle, de relève, de transmission des données de comptage et le cas échéant, de location, d'entretien et d'application des profils aux utilisateurs équipés de compteurs sans enregistrement de la courbe de mesure.

23.5 CONDITIONS GENERALES DE FACTURATION

L'utilisation du Réseau est facturable à compter de la Mise en Service du Raccordement de l'installation. La facture est éditée à date anniversaire de cette Mise en Service. La facture couvre une période maximale d'un



an d'utilisation du Réseau, sauf en cas de résiliation du contrat. Le montant facturé au titre de l'utilisation du Réseau, est calculé prorata temporis de la période d'utilisation du Réseau.

Chapitre 24 CONDITIONS DE PAIEMENT

24.1 MODALITES DE PAIEMENT

Toutes les factures émises dans le cadre du présent contrat sont payables en euros au plus tard dans un délai de 15 jours calendaires à compter de leur date d'émission.

Le choix du Producteur pour un paiement par chèque ou par prélèvement automatique et toute modification de ce choix sont adressés par courrier à ERDF.

Si le Producteur opte pour le prélèvement automatique, il doit préalablement adresser à ERDF une autorisation de prélèvement dûment complétée et signée, accompagnée d'un Relevé d'Identité Bancaire (RIB).

Aucun escompte ne sera accordé en cas de paiement anticipé.

24.2 PENALITES PREVUES EN CAS DE PAIEMENT EN RETARD OU DE NON-PAIEMENT

A défaut de paiement intégral par le Producteur dans le délai prévu pour leur règlement fixé conformément à l'article 24.1, les sommes restant dues sont majorées de plein droit, et sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure, de pénalités calculées sur la base du taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement la plus récente en vigueur à la date d'émission de la facture, majoré de dix points et appliqué au montant de la créance.

Pour l'application du présent article, le montant de la créance est le montant restant dû de la facture TTC.

Les pénalités calculées comme il est dit à l'alinéa 1 du présent article sont dues à compter du jour suivant la date d'échéance jusqu'à la date de paiement effectif de la facture ou, à défaut de règlement, jusqu'à la date de résiliation du présent contrat. Elles peuvent faire l'objet d'une facturation séparée.

24.3 MESURES PRISES PAR ERDF EN CAS DE NON-PAIEMENT

Si le paiement intégral de toutes les sommes dues au titre du présent contrat n'est pas intervenu dans un délai de vingt jours calendaires à compter de la date limite de règlement, ERDF peut, sous réserve du respect d'un préavis de dix jours calendaires à compter de la réception par le Producteur d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception valant mise en demeure, suspendre l'accès au Réseau de l'Installation de Production dans les conditions du Chapitre 29, sans préjudice des dommages-intérêts auxquels ERDF pourrait prétendre. Dans ce cas, la lettre susvisée indique notamment la date au delà de laquelle l'accès au Réseau sera suspendu si le Producteur n'a pas procédé au

paiement des sommes dues. Le cas échéant, le Responsable d'Equilibre en est également informé.

Seul le paiement intégral par le Producteur de toutes les sommes dues et des intérêts de retard afférents entraîne la fin de la suspension de l'accès au Réseau.

Tout déplacement d'un agent d'ERDF pour ce motif donne lieu à facturation de frais.

24.4 RECEPTION DES FACTURES ET RESPONSABILITE DE PAIEMENT

Les informations contenues dans les factures sont des informations confidentielles au sens de l'article 1^{er} du décret n°2001-630 du 16 juillet 2001 modifié relatif à la confidentialité des informations détenues par les gestionnaires de réseau public de transport ou de distribution.

En principe, et conformément à l'article 5 I du décret n° 2001-365 du 26 avril 2001 modifié relatif aux tarifs d'utilisation des réseaux publics de transport et de distribution d'électricité, les factures sont envoyées au Producteur à l'adresse indiquée au présent contrat.

Cependant, le Producteur peut, s'il le souhaite, en application de l'article 2 II du décret n°2001-630 susvisé, autoriser ERDF à adresser ses factures à un tiers. Dans ce cas, il informe préalablement ERDF par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Cette modalité prend effet lors de la première émission de facture suivant la date de réception de la lettre susvisée. Le tiers ainsi désigné sera le seul destinataire des factures du Producteur. Dans ce dernier cas, au premier incident de paiement constaté, quelle qu'en soit la cause ou l'origine, ERDF adresse directement et uniquement les factures au Producteur afin qu'il s'acquitte du paiement de toutes les sommes dues au titre du présent contrat. Cette dernière disposition est alors appliquée jusqu'au terme du présent contrat sauf si le Producteur respecte pendant 1 an le délai de règlement de ses factures. Dans ce dernier cas, le Producteur peut à nouveau demander à ERDF l'envoi de ses factures à un tiers dans les conditions du présent article.

Si le Producteur souhaite remettre en cause cette désignation, soit au profit d'un autre tiers, soit pour mettre fin à cette désignation, il en informe ERDF dans les mêmes conditions que celles visées à l'alinéa ci-dessus. Cette nouvelle modalité prend effet lors de la première émission de facture suivant la date de réception de la lettre recommandée.

Le paiement total par un tiers de la facture du Producteur libère celui-ci de l'obligation de la payer.

Dans tous les cas, le Producteur reste entièrement responsable du paiement intégral de ses factures, en particulier dans le cas de la désignation d'un tiers et d'un éventuel défaut de paiement de ce dernier.

24.5 DELEGATION DE PAIEMENT

Le Producteur peut préférer au mécanisme décrit à l'article 24.4 du présent contrat le système de la délégation de paiement. Les deux mécanismes sont



ÉLECTRICITÉ RÉSEAU DISTRIBUTION FRANCE

exclusifs l'un de l'autre. Dans le cas de la délégation de paiement, le Producteur délègue un tiers pour le paiement de l'intégralité des sommes en principal, intérêts, indemnités, frais et accessoires, dues ou à devoir au titre du présent contrat. Les conditions de cette délégation sont celles des articles 1275 et 1276 du Code Civil.

Le Producteur adresse à ERDF dans les plus brefs délais par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, les coordonnées de ce tiers délégué. En outre, le Producteur s'engage à informer ERDF, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée dans les plus brefs délais, de toute modification concernant l'identité ou l'adresse du tiers délégué ainsi que de la fin de cette délégation.

Par ailleurs, le Producteur s'engage à faire signer au tiers délégué deux exemplaires d'un contrat liant ce dernier à ERDF, conforme au modèle transmis par ERDF à la demande du Producteur, par lequel le tiers, non seulement déclare accepter la délégation et devenir ainsi débiteur d'ERDF mais également accepte les conditions de paiement stipulées au paragraphe 24.1 du présent contrat. Si le Producteur a opté pour le prélèvement automatique, le tiers délégué doit également préciser dans le contrat qui le lie à ERDF ses coordonnées bancaires ainsi que son accord signé pour le prélèvement en lui adressant un courrier conforme au modèle transmis par ERDF avec le projet de contrat.

Par ailleurs, cette délégation n'emportant pas novation, le Producteur demeure solidairement et indéfiniment tenu vis à vis d'ERDF des débits correspondants de ce délégué. En aucun cas, le Producteur ne pourra opposer à ERDF les exceptions tirées de ses rapports avec le délégué et/ou des rapports du délégué avec ERDF.

Dans le cas où une facture ne serait pas intégralement payée par le tiers délégué dans le délai de règlement, ERDF pourra en demander immédiatement le paiement au Producteur. En outre, au second incident de paiement constaté par ERDF, quelle qu'en soit la cause ou l'origine, ERDF peut s'opposer à la délégation. Dans ce cas, elle adresse directement et uniquement les factures au Producteur afin qu'il s'acquitte du paiement de toutes les sommes dues au titre du présent contrat. Cette dernière disposition est alors appliquée jusqu'au terme du présent contrat sauf si le Producteur respecte pendant 1 an le délai de règlement de ses factures. Dans ce dernier cas, le Producteur peut bénéficier d'une délégation de paiement sous réserve du respect des dispositions du présent article.

La date d'effet de la délégation sera celle indiquée dans le contrat signé entre ERDF et le tiers délégué.

24.6 MODALITES DE CONTESTATION DE LA FACTURE

Toute réclamation relative à la facture doit être réalisée dans les conditions du Chapitre 31 du présent contrat.

La réclamation n'a pas pour effet de suspendre l'obligation de régler les sommes facturées.

24.7 TAXES

Les prix et redevances associés au présent contrat sont des éléments hors taxes. Ils seront majorés du montant des taxes ou impôts actuels ou futurs.

PARTIE 4 : STIPULATIONS GÉNÉRALES

Chapitre 25 RESPONSABILITÉ DES PARTIES

25.1 RÉGIME DE RESPONSABILITÉ

Chaque Partie est directement responsable vis-à-vis de l'autre Partie en cas de non-respect des engagements et obligations mises à sa charge au titre du présent contrat.

Lorsqu'une Partie est reconnue responsable vis-à-vis de l'autre, elle est tenue de réparer pécuniairement l'ensemble des dommages directs et certains causés à l'autre Partie qui résulteraient d'erreurs ou d'omissions qui lui sont imputables dans la limite du préjudice réellement subi dans les conditions de l'article 25.2 du présent contrat.

En revanche, les Parties ne sont en aucune circonstance responsables l'une vis-à-vis de l'autre pour les dommages indirects.

25.1.1 Responsabilité des Parties en matière de qualité et de continuité

25.1.1.1 Régime de responsabilité applicable à ERDF

ERDF est entièrement responsable des dommages directs et certains qu'il cause au Producteur :

- en cas de non respect des engagements en matière de continuité visés à l'article 20.1 du présent contrat;
- en cas de non respect des engagements en matière de caractéristiques de la tension visés à l'article 20.2 du présent contrat.

Cette responsabilité est toutefois susceptible d'être atténuée ou écartée :

- si ERDF apporte la preuve d'une faute ou d'une négligence du Producteur sous réserve que celle-ci ait participé à la réalisation du dommage ;

ou

- si le Producteur n'est pas en mesure d'apporter la preuve de la mise en œuvre des moyens destinés à satisfaire à son obligation de prudence visée à l'article au Chapitre 21 du présent contrat.

ERDF n'est pas responsable des dommages causés au Producteur du fait des travaux de développement, de renouvellement, d'exploitation et d'entretien du Réseau, dès lors que l'engagement visé à l'article 20.1 du présent contrat est respecté

Toutefois, la responsabilité d'ERDF est susceptible d'être engagée en tout ou partie si le Producteur apporte la preuve d'une faute ou d'une négligence d'ERDF sous réserve que celle-ci ait participé à la réalisation du dommage.

25.1.1.2 Régime de responsabilité applicable au Producteur

Le Producteur est responsable des dommages directs et certains qu'il cause à ERDF, notamment en cas de non-respect de ses engagements visés au Chapitre 21 du présent contrat.

Cette responsabilité est toutefois susceptible d'être atténuée si le Producteur apporte la preuve d'une faute ou d'une négligence d'ERDF, sous réserve que celle-ci ait participé à la réalisation du dommage.

Lorsque le Producteur a pris toute mesure visant à limiter à un niveau raisonnable les perturbations provenant de ses propres Installations et qu'il a remédié à toute défectuosité qui a pu se manifester et qu'il a tenu informé ERDF de toute modification apportée à son Installation, conformément aux stipulations du Chapitre 21 du présent contrat, il ne peut être tenu responsable des conséquences d'incidents que les mesures prises avaient pour but de prévenir.

25.1.2 Responsabilité des Parties en cas de mauvaise exécution ou non-exécution des clauses du contrat, hormis celles relatives à la qualité et la continuité

Sauf dans les cas visés à l'article 25.1.1 du présent contrat, chaque Partie est responsable à l'égard de l'autre dans les conditions de droit commun, en cas de mauvaise exécution ou de non exécution de ses obligations contractuelles.

25.2 PROCÉDURE DE RÉPARATION

La Partie victime d'un dommage qu'elle attribue à une faute de l'autre Partie, est tenue, afin d'obtenir réparation de ce dommage, d'informer cette Partie de l'existence d'un préjudice en déclarant le dommage par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans un délai de vingt (20) jours calendaires à compter de la survenance du dommage ou de la date à laquelle elle a eu connaissance du dommage, ceci afin de permettre d'accélérer le traitement de la demande et en faciliter notamment la recherche des éléments sur les circonstances de l'incident et de lui transmettre dans ce même délai les justificatifs du préjudice subi.

La Partie victime du dommage doit également adresser, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, une demande de réparation à l'autre Partie. Cette demande doit être accompagnée d'un dossier démontrant de manière indiscutable, à l'aide de toutes pièces et documents nécessaires l'existence de son droit à réparation. Ce dossier contient notamment :

- le fondement de sa demande,
- l'existence et l'évaluation précise des dommages (poste par poste),
- la preuve d'un lien de causalité entre l'incident et le dommage occasionné.

La Partie mise en cause ou son assureur doit, dans un délai de trente jours calendaires à compter de la réception de la demande de réparation susvisée, répondre par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Cette réponse peut soit faire part :

- d'un refus d'indemnisation. Dans ce cas, la Partie victime peut alors mettre en œuvre la procédure de

contestation prévue au Chapitre 31 du présent contrat.

- d'un accord total sur le principe de la réparation. Dans ce cas, la Partie mise en cause ou son assureur doit verser à la Partie victime l'indemnité réclamée (hors TVA) dans un délai de trente jours calendaires à compter de la date de réception de la réponse par la Partie victime. Les Parties déterminent alors ensemble les modalités de paiement les mieux adaptées.
- d'un accord sur le principe de la réparation mais d'un désaccord sur le montant de celle-ci. Dans ce cas, la Partie mise en cause ou son assureur organise une expertise amiable afin de rechercher un accord dans un délai de trente jours calendaires à compter de la date de réception de la réponse par la Partie victime. En cas d'accord partiel, la Partie mise en cause ou son assureur s'engage à verser à la Partie victime une provision dont le montant correspond à la part non contestée de la demande de réparation. Les Parties déterminent alors ensemble les modalités de paiement les mieux adaptées. Le règlement de cette part doit intervenir dans un délai de trente jours calendaires. Pour la part contestée de la demande de réparation, La Partie victime peut mettre en œuvre la procédure de contestation prévue au Chapitre 31 du présent contrat.

La Partie qui estime que la responsabilité d'un tiers doit être mise en cause (par exemple, en cas d'arrachage d'un câble par une entreprise de travaux publics) doit effectuer à ses frais toutes les démarches nécessaires à cette mise en cause.

25.3 REGIME PERTURBE ET FORCE MAJEURE

25.3.1 Définition de la force majeure

Pour l'exécution du présent contrat, un événement de force majeure désigne tout événement irrésistible, imprévisible et extérieur, rendant impossible l'exécution de tout ou partie des obligations contractuelles de l'une ou l'autre des Parties.

En outre, il existe des circonstances exceptionnelles, indépendantes de la volonté d'ERDF et non maîtrisables dans l'état des techniques, qui sont assimilées par les Parties à des événements de force majeure pouvant conduire dans certains cas à des indisponibilités du Réseau Basse Tension . Ces circonstances sont les suivantes :

- les destructions volontaires dues à des actes de guerre, émeutes, pillages, sabotages, attentats ou atteintes délictueuses ;
- les dommages causés par des faits accidentels et non maîtrisables, imputables à des tiers, tels qu'incendies, explosions ou chutes d'avions ;
- les catastrophes naturelles au sens de la loi n° 82-600 du 13 juillet 1982 modifiée, c'est à dire des dommages matériels directs ayant pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel, lorsque les mesures habituelles à prendre pour

prévenir ces dommages n'ont pu empêcher leur survenance ou n'ont pu être prises ;

- les phénomènes atmosphériques irrésistibles par leur cause et leur ampleur et auxquels les réseaux électriques, et notamment aériens, sont particulièrement vulnérables (ex. : givre, neige collante, tempête), dès que, lors d'une même journée et pour la même cause au moins 100 000 clients, alimentés par le RPT et/ou par les RPD sont privés d'électricité ;
- les mises hors service d'Ouvrages imposées par les pouvoirs publics pour des motifs de défense ou de sécurité publique ;
- les délestages imposés par les grèves du personnel dans la seule hypothèse où elles revêtent les caractéristiques de la force majeure ;
- les délestages organisés par RTE conformément à l'article 12 de l'arrêté du 6 octobre 2006 relatif aux prescriptions techniques de conception et de fonctionnement pour le raccordement au Réseau Public de Transport d'un Réseau Public de Distribution.

25.3.2 Régime juridique

Les Parties n'encourent aucune responsabilité et ne sont tenues d'aucune obligation de réparation au titre des dommages subis par l'une ou l'autre du fait de l'inexécution ou de l'exécution défectueuse de tout ou partie de leurs obligations contractuelles, lorsque cette inexécution ou cette exécution défectueuse a pour cause la survenance d'un événement de force majeure. Les obligations contractuelles des Parties, à l'exception de celle de confidentialité, sont alors suspendues pendant toute la durée de l'événement de force majeure.

La Partie qui désire invoquer l'événement de force majeure informe l'autre Partie par tout moyen, dans les meilleurs délais, de la nature de l'événement de force majeure invoqué et sa durée probable.

Toute Partie qui invoque un événement de force majeure a l'obligation de mettre en œuvre tous les moyens dont elle dispose pour en limiter sa portée et sa durée.

Si un événement de force majeure a une durée supérieure à trois mois, chacune des Parties peut résilier le présent contrat, sans qu'il en résulte un quelconque droit à indemnité pour l'autre Partie, par l'envoi à l'autre Partie d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. La résiliation prend effet à l'expiration d'un délai de huit jours calendaires courant à compter de la date de réception de ladite lettre.

Chapitre 26 ASSURANCES

Les Parties souscrivent auprès de compagnies d'assurances notoirement solvables, une assurance responsabilité civile couvrant tous les dommages corporels, matériels et immatériels susceptibles de

survenir du fait ou à l'occasion de l'exécution du présent contrat ou imputables au fonctionnement de leurs installations respectives.

A la demande de l'une des Parties, l'autre Partie lui adresse, par tout moyen, l'attestation d'assurance correspondante qui doit mentionner notamment l'objet de la garantie (production d'électricité) et les montants garantis.

Si, sur demande expresse d'ERDF, le Producteur refuse de produire lesdites attestations, ERDF peut, sous réserve du respect d'un préavis de trente jours calendaires à compter de la réception par le Producteur d'une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, suspendre le présent contrat, dans les conditions du Chapitre 29. Dans ce cas, la mise en demeure indique notamment la date de prise d'effet de la suspension du présent contrat.

Chapitre 27 EXECUTION DU CONTRAT

27.1 ADAPTATION DU CONTRAT

Dès l'entrée en vigueur de textes législatifs ou réglementaires en relation avec l'objet du présent contrat, ceux-ci s'appliquent de plein droit au présent contrat.

Si, pour une raison quelconque, une clause du contrat devenait illégale ou était déclarée nulle, l'illégalité ou la nullité de ladite clause n'entraînerait pas l'illégalité ou la nullité des autres dispositions contractuelles, sauf si la Partie qui entend se prévaloir de cette illégalité ou nullité peut apporter la preuve que cette disposition a été la cause impulsive et déterminante de sa volonté de contracter.

Par ailleurs, en cas de modification substantielle de l'environnement légal ou réglementaire conduisant à la nécessité de revoir tout ou partie des dispositions du présent contrat, les Parties conviennent de se rencontrer afin de le rendre conforme et adapté aux nouvelles règles en vigueur.

Sinon, les normes, règlements et référentiels applicables au présent contrat sont ceux valables à la date de signature du contrat.

En cas d'événement, notamment de nature économique ou commerciale, survenant après l'entrée en vigueur du présent contrat, entraînant une rupture significative dans l'équilibre du présent contrat, les Parties se rencontreront afin de procéder à l'examen de la situation ainsi créée et de déterminer en commun les modalités selon lesquelles le présent contrat pourrait être poursuivi dans des conditions d'équilibre identiques à celles qui ont prévalu au moment de sa signature.

27.2 CESSIION DU CONTRAT

Le Producteur peut céder le bénéfice et les charges du présent contrat au nouvel exploitant autorisé à exploiter l'Installation de Production.

Dans ce cas, le Producteur s'engage à informer au préalable ERDF pour la mise à jour du contrat et sa signature avec le nouvel exploitant de l'Installation de Production.

27.3 CONFIDENTIALITE

ERDF s'engage à respecter, dans les conditions du décret n° 2001-630 du 16 juillet 2001 modifié relatif à la confidentialité des informations détenues par les gestionnaires de réseaux publics de transport ou de distribution d'électricité, la plus stricte confidentialité des informations d'ordre économique, commercial, industriel, financier ou technique dont la communication serait de nature à porter atteinte aux règles de concurrence libre et loyale et de non-discrimination et dont il a connaissance par quelque moyen que ce soit à l'occasion de l'exécution du présent contrat.

27.4 DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

ERDF regroupe dans ses fichiers des données à caractère personnel concernant les producteurs ayant conclu avec elle un contrat d'accès au réseau public de distribution qui lui est concédé.

Ces données font l'objet d'un traitement qui a pour finalité la gestion des relations d'ERDF, responsable du traitement, avec le Producteur dans le cadre du présent contrat (dont la facturation et le recouvrement) et de la réalisation des prestations par ERDF conformément à son catalogue des prestations.

La collecte de ces données est obligatoire pour l'exécution du présent contrat.

Les données sont destinées aux entités d'ERDF concernées et éventuellement, aux établissements financiers et postaux pour les besoins liés à la facturation ainsi qu'à des prestataires et/ou sous-traitants pour les opérations de recouvrement et des besoins de gestion et d'exploitation.

Le Producteur dispose d'un droit d'accès ainsi que d'un droit de rectification dans l'hypothèse où ces données s'avèreraient inexactes, incomplètes, équivoques et/ou périmées conformément à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le Producteur peut, en justifiant de son identité, exercer les droits susvisés en écrivant à l'interlocuteur d'ERDF en charge du présent contrat et dont les coordonnées sont indiquées aux conditions particulières.

Chapitre 28 ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE DU CONTRAT

Le présent contrat prend effet à la date de sa signature.

Le présent contrat est conclu pour une durée de trois ans à compter de sa date d'effet. Si l'une des Parties n'a

pas manifesté par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, trois mois au moins avant l'expiration du présent contrat, sa volonté de ne pas le renouveler, il continuera aux mêmes conditions par tacite reconduction annuelle. Chaque Partie pourra, chaque année, s'opposer au renouvellement suivant les mêmes modalités et moyennant le même préavis minimal de trois mois.

Chapitre 29 SUSPENSION DU CONTRAT

29.1 CONDITIONS DE LA SUSPENSION

Le présent contrat peut être suspendu dans les conditions définies à l'article 29.2 du présent contrat :

- au cas où la Commission de régulation de l'énergie prononce à l'encontre du Producteur pour l'Installation de Production objet du présent contrat une sanction d'interdiction temporaire d'accès au Réseau en application de l'Article 40 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 modifiée,
- en cas de suspension de l'autorisation d'exploiter prévue par le décret n°2000-877 du 7 septembre 2000 modifié en application de l'Article 6 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 modifiée,
- en cas de non-réception de l'Accord de Rattachement tel que défini au Chapitre 22,
- en cas de non-justification de la conformité des installations à la réglementation et aux normes en vigueur,
- en cas de refus par le Producteur d'autoriser ERDF à accéder au Dispositif de Comptage et de Contrôle (cf. article 19.5),
- en cas de non production de l'attestation d'assurance par le Producteur (cf Chapitre 29)
- en cas de non-paiement des factures selon modalités décrites à l'article 24.3,
- en cas de non-respect par le Producteur de ses obligations, citées au présent contrat, pouvant entraîner des perturbations de l'onde électrique, ne permettant plus à ERDF de respecter ses engagements,
- en cas de force majeure tels que définis à l'article 25.3.1.

Lorsqu'ERDF est amenée à suspendre le présent contrat pour des impératifs de sécurité, la suspension peut être immédiate.

Dans les autres cas, les délais et les modalités de la suspension sont ceux des articles sur la base desquels il est procédé à ladite suspension ; à défaut de telles dispositions, la suspension prend effet dix jours calendaires après l'envoi par ERDF d'une lettre recommandée avec avis de réception.

29.2 EFFETS DE LA SUSPENSION

La suspension du présent contrat entraîne la suspension de l'accès au Réseau.

En cas de suspension du présent contrat, les Parties n'encourent aucune responsabilité du fait de l'inexécution de leurs obligations respectives pendant la durée de la

suspension. Les obligations contractuelles des Parties, à l'exception de celle de confidentialité prévue à l'article 27.3 ne sont plus exécutées pendant la durée de la suspension.

La durée de la suspension est sans effet sur le terme du présent contrat et est sans incidence sur les périodes ainsi que le décompte du temps mentionnés dans le présent contrat.

Par ailleurs la Partie à l'origine de la suspension, c'est à dire le Producteur dans le cas du non-paiement prévu à l'article 24.3, s'engage à mettre en œuvre tous les moyens afin de faire cesser l'évènement ayant entraîné la suspension et de permettre la reprise des relations contractuelles. Il est expressément convenu entre les Parties que tous les frais de suspension ainsi que les éventuels frais de reprise de l'exécution du présent contrat sont à la charge exclusive de la Partie à l'origine de la suspension. S'il s'agit du Producteur, celui-ci recevra en conséquence une facture spécifique précisant notamment, le délai de règlement.

Si la suspension du présent contrat résulte de l'application de l'article 24.3, la reprise des relations contractuelles dans les mêmes termes et conditions ne sera possible qu'à compter de la réception par ERDF du paiement intégral de toutes les sommes dues par le Producteur.

Si le présent contrat arrive à échéance pendant la durée de la suspension, il ne pourra plus être exécuté et ne pourra en aucun cas être réactivé automatiquement. Si le présent contrat arrive à échéance postérieurement à l'expiration de la suspension, l'exécution du présent contrat se poursuit dans les mêmes termes et conditions, sans prorogation.

Dans le cas où la suspension du contrat excéderait une durée de trois mois à compter de la date effective de la suspension, chaque Partie aura la faculté de résilier le présent contrat de plein droit, dans les conditions du Chapitre 30. Nonobstant la résiliation, ERDF pourra exercer toute voie et moyen de droit à l'encontre du Producteur afin de recouvrer les sommes exigibles dans le cadre du présent contrat.

ERDF en informera le Responsable d'Equilibre auquel l'Installation est rattachée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

L'interdiction d'accès au Réseau correspondante ne pourra excéder une année, au terme de laquelle cette interdiction sera soit levée soit définitive.

Chapitre 30 CAS DE RESILIATION

30.1 CAS DE RESILIATION

Chaque Partie peut résilier le présent contrat de plein droit et sans indemnité dans les cas limitativement énumérés ci-après :

- en cas de désaccord entre ERDF et le Producteur sur la signature d'un avenant au présent contrat et dans le cas où le Producteur refuse la signature de l'avenant ou du nouveau contrat proposé par ERDF, selon modalités décrites au Chapitre 18,

- en cas d'arrêt total et définitif de l'activité du Producteur sans successeur ou en cas de transfert de l'Installation de Production sur ou hors du territoire français. Dans ce cas, le Producteur doit en informer ERDF dans les meilleurs délais,
- en cas de sortie des Ouvrages de Raccordement du Réseau concédé à ERDF,
- en cas de suspension du contrat excédant une durée de 3 mois, en application de Chapitre 29.

Cette résiliation de plein droit prend effet quinze jours calendaires après l'envoi, par la Partie à l'initiative de la résiliation, d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'autre Partie.

30.2 EFFET DE LA RESILIATION

En cas de résiliation, ERDF peut procéder à la mise hors tension de tout ou partie des Installations du Producteur.

Hormis en cas de perte par ERDF de la gestion du RPD auquel le Point de Livraison objet du présent contrat est raccordé, ERDF peut prendre les dispositions nécessaires à la suppression du raccordement du Point de Livraison.

ERDF effectue une liquidation des comptes qu'elle adresse au Producteur. Toutes les sommes dues en principal, intérêts, frais et accessoires, au titre de l'exécution du présent contrat par l'une des Parties devront être payées à l'autre Partie au plus tard dans un délai d'un mois à compter de la date de résiliation.

ERDF informe, au plus tard cinq jours ouvrés avant la date d'effet de la résiliation du présent Contrat, le Responsable d'Equilibre au périmètre duquel le Site est rattaché, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

L'article 27.3 reste applicable par accord des Parties.

La résiliation ne fait pas obstacle à l'exercice d'actions en justice.

Chapitre 31 CONTESTATIONS

Dans le cas de contestation relative à l'interprétation ou l'exécution du présent contrat, pendant la durée de celui-

ci ou lors de sa résiliation, les Parties s'engagent à se rencontrer et à mettre en œuvre tous les moyens pour résoudre cette contestation.

Les Parties peuvent, en tant que de besoin, se faire assister d'un expert.

A cet effet, la Partie demanderesse adresse à l'autre Partie, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, une notification précisant :

- la référence du Contrat (titre et date de signature) ;
- l'objet de la contestation ;
- la proposition d'une rencontre en vue de régler à l'amiable le litige.

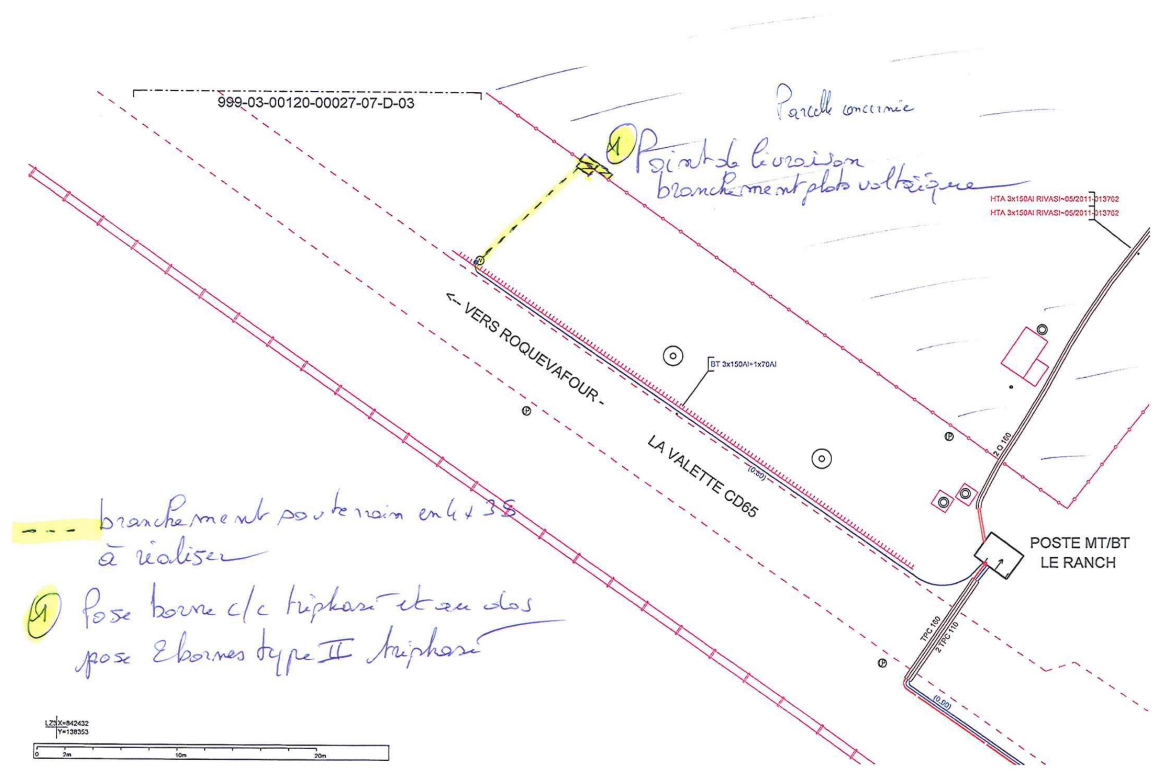
Les Parties conviennent expressément que le défaut d'accord à l'issue d'un délai de 30 jours ouvrés à compter du début des négociations vaudra échec desdites négociations.

Conformément à l'article 38 de la Loi, en cas de différends entre les gestionnaires et les utilisateurs des réseaux publics d'électricité liés à l'accès aux dits réseaux ou à leur utilisation, notamment en cas de refus d'accès au Réseau ou de désaccord sur la conclusion, l'interprétation ou l'exécution des contrats, la Commission de Régulation de l'Energie peut être saisie par l'une ou l'autre des Parties.

Les litiges portés devant une juridiction sont soumis au Tribunal de Commerce de Paris.

Chapitre 32 TRANSMISSION DE DOCUMENTS

Le Producteur peut s'il le souhaite demander à ERDF par courrier une copie de la Convention de Concession pour le service public de distribution d'énergie électrique signée entre ERDF et l'autorité concédante sur le territoire de laquelle est située l'Installation Electrique ainsi que du cahier des charges qui lui est annexé. Une copie dudit cahier des charges est communiquée au Producteur qui en fait la demande écrite, à ses frais.



Contrat de Raccordement, d'Accès et d'Exploitation (CRAE)
pour une installation de production de puissance ≤ 36 kVA
raccordée au réseau public de distribution basse tension

N° 372364 pour le site Photovoltaïque STEP OUEST

CONDITIONS PARTICULIÈRES

Version 10

COMPLÉTANT LES CONDITIONS GÉNÉRALES

Version 8.1

ENTRE

Monsieur Mairie d'Aix en Provence Régis des Eaux 3 Rue Loubet 13100 AIX EN PROVENCE, ci-après dénommé(e) le
Producteur

D'UNE PART,

ET

ÉLECTRICITÉ RESEAU DISTRIBUTION FRANCE (ERDF), société anonyme à directoire et à conseil de surveillance au capital de 270 037 000 euros, dont le siège social est situé Tour Winterthur, 92085 PUTEAUX LA DEFENSE CEDEX, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTERRE sous le numéro 444 608 442, représentée par Monsieur BUSIN Frédéric Directeur des Opérations de la Région Méditerranée, faisant élection de domicile 6 allée Turcat Mery 13208 Marseille Cedex 8, ci-après dénommée ERDF

D'AUTRE PART,

Les parties ci-dessus sont appelées dans le présent contrat « Partie », ou ensemble « Parties ».

Préambule

La proposition de raccordement N° 5314471501 adressée par ERDF au Producteur est incluse dans les présentes conditions particulières. Le Producteur reconnaît avoir pris connaissance des conditions générales de raccordement, d'accès et d'exploitation pour une installation de production ≤ 36 kVA raccordée au RPD en basse tension. Celles-ci sont disponibles sur le site www.erdfdistribution.fr dans la rubrique « Particuliers / Produire de l'électricité / ERDF et moi » ou directement à l'adresse suivante : http://www.erdfdistribution.fr/medias/DTR_Racc_Prod/ERDF-FOR-CF_15E.pdf

Elles peuvent être transmises par voie électronique ou postale sur simple demande du Producteur à ERDF. La signature du présent document et de la proposition de raccordement N° 5314471501 vaut acceptation des conditions générales sans aucune réserve.

1 Caractéristiques de l'installation de production

Le Producteur met en place une Installation de Production à l'adresse suivante :

Chemin du Petit Moulin
13090 AIX-EN-PROVENCE

et injecte sur le Réseau Public de Distribution (RPD) la totalité de la production

La Puissance Installée est égale à 15.7 kVA.

La Puissance de Raccordement est égale à 15.7 kVA¹ en Triphasé répartie 5.2 kVA / 5.2 kVA / 5.3 kVA.

Ce générateur est destiné à être couplé au RPD basse tension par l'intermédiaire d'un branchement neuf à créer. Ce branchement dédié injection permet en outre d'alimenter l'Installation de Production pour sa consommation de veille en dehors des périodes de production. A cet effet, un Compteur dit de non consommation enregistre, au Point De Livraison, l'énergie soutirée au RPD afin de vérifier que cette dernière ne dépasse pas la consommation de veille.

L'Installation de Production est équipée d'une protection de découplage : un sectionneur automatique incluant la protection de découplage.

2 Caractéristiques du raccordement

Conformément à la proposition de raccordement N° 5314471501 adressée par ERDF au Producteur, les caractéristiques du raccordement sont les suivantes :

- Type de raccordement : Point de livraison situé en limite de propriété
- Tension de raccordement : 400 V entre phases
- Dispositif de comptage pour la vente de la (du) Totalité de la production

3 Désignation du Responsable d'Équilibre

Le Producteur a désigné EDF comme Responsable d'Équilibre.

4 Dispositions complémentaires

Il faut reprendre votre installation aux bornes Aval du disjoncteur plombé ERDF.

Il faut aussi reprendre les branchements de tous vos asservissements (contacteur chauffe eau, programmeur ou autre système automatique).

¹ kVA= kW en considérant une injection à $\cos(\phi)=1$

D'autres travaux éventuels seront déterminés lors de l'étude technique.

Pour les clients bénéficiants d'un contrat EJP il n'y aura plus de préalerte à partir du moment où le compteur est changé.

Attention : signature de ce devis vaut acceptation de l'emplacement du point de livraison noté sur le plan ci-joint.

5 Coordonnées des Parties

Coordonnées d'ERDF :

Agence ARD Régionale : ERDF GESTION DES PRODUCTEURS
510 rue René Descartes Les jardins de la Duranne BP 10458
13592 AIX EN PROVENCE
Téléphone : 04 88 78 81 10 - Télécopie : 04 88 78 81 11
Courriel : egs-ardmed-e-producteurs@erdf-grdf.fr

Centre de réception des appels de dépannage 24 h /24 et 7 j / 7 : 0810333113

Coordonnées du Producteur :

MAIRIE D'AIX EN PROVENCE RÉGIS DES EAUX
3 Rue Loubet
13100 AIX EN PROVENCE
Téléphone : 04 42 91 89 90 - Télécopie :
Courriel : CoqueryC@mairie-aixenprovence.fr

Fait en deux exemplaires paraphés à toutes les pages et signés par le Producteur.

	Pour le Producteur
Signature	Mairie d'Aix en Provence Régis des Eaux Fonction : (signature du Producteur)
Date de signature	

AVERTISSEMENT : Au cas où le contrat contiendrait des ratures et/ou des ajouts de clauses ou de mentions et/ou des suppressions de clauses ou de mentions, celui-ci serait considéré comme nul et non avenue. Dans cette hypothèse, il y aura lieu de signer un nouveau contrat destiné à remplacer le contrat annulé.

INFORMATION

sur le Tarif d'Utilisation du Réseau Public de distribution d'Électricité (TURPE 3) appliqué aux producteurs raccordés au réseau BT ≤ 36 KVA

(décision ministérielle du 5 juin 2009 publiée au Journal Officiel le 19 juin 2009)

Le tarif d'utilisation des réseaux publics de distribution dits « TURPE 3 » est en vigueur depuis le 1^{er} août 2009.

Il évoluera annuellement selon une formule d'indexation proposée par la Commission de Régulation de l'Énergie.

En chaque point de connexion et par contrat d'accès au réseau, le prix payé pour l'utilisation annuelle du réseau public de distribution d'électricité est la somme :

III d'une composante annuelle de gestion

Contrat d'accès au réseau conclu par l'utilisateur (CRAE)
30,84 € / an

III d'une composante annuelle de comptage (dispositifs de comptage propriété d'ERDF)

Puissance (P)	Fréquence minimale de transmission	Contrôle de la puissance	Grandeurs mesurées	Composante annuelle de comptage
18 kVA < P ≤ 36 kVA	Semestrielle	Disjoncteur	Index	20,28 € / an
P ≤ 18 kVA	Semestrielle	Disjoncteur	Index	16,80 € / an

III d'une composante annuelle des injections : 0 € / MWh



Quelle que soit l'option de vente choisie (totalité ou surplus), le montant facturé au titre de votre contrat d'accès en injection pour une utilisation annuelle sera :

III cas de puissance maximale d'injection inférieure ou égale à 18 kVA

Composante annuelle de gestion :	30,84 €
Composante annuelle de comptage :	16,80 €
Montant de l'utilisation annuelle (Hors TVA à 19,6 %) :	47,64 €
Montant TTC :	56,98 €

III cas de puissance maximale d'injection comprise entre 18 kVA et 36 kVA

Composante annuelle de gestion :	30,84 €
Composante annuelle de comptage :	20,28 €
Montant de l'utilisation annuelle (Hors TVA à 19,6 %) :	51,12 €
Montant TTC :	61,14 €

CECI N'EST PAS UNE FACTURE
DOCUMENT D'INFORMATION NON CONTRACTUEL
OCTOBRE 2009

Pour toute réclamation sur cette affaire, vous pouvez écrire au responsable de l'Accueil Raccordement Électricité Producteur.

**ERDF, Électricité Réseau
Distribution France**
Accueil Raccordement Électricité
ERDF

Chemin St Pierre
Sce photovoltaïque Bât. A. CS 13012
13722 MARGNANE CEDEX

Téléphone : 08 20 03 19 22
Télécopie : 04 42 14 15 29

www.erdfdistribution.fr
ERDF - SA à directoire et à conseil de surveillance
au capital de 270 037 000 euros -
R.C.S. de Nanterre 444 608 442
ERDF est certifié ISO 14 001 pour l'environnement

**Proposition de raccordement électrique¹ n° 5314471501
du 29/07/2011 valable jusqu'au 29/10/2011**

Destinataire de la proposition : MAIRIE D'AIX EN
PROVENCE RÉGIS DES EAUX

Demandeur : MAIRIE D'AIX EN PROVENCE RÉGIS DES
EAUX

Adresse du destinataire de la proposition :

3 Rue Loubet
13100 AIX EN PROVENCE

Adresse des travaux de raccordement :

Chemin du Petit Moulin
13090 AIX-EN-PROVENCE

1 Objet de la proposition de raccordement

Cette proposition présente la solution de raccordement au Réseau Public de Distribution Basse Tension :

- nécessaire et suffisante pour satisfaire les besoins en injection d'énergie électrique de l'Installation de Production conformément à votre demande ;
- qui emprunte un tracé techniquement et administrativement réalisable en conformité avec les dispositions du cahier des charges de la concession ;
- conforme à la documentation technique de référence publiée par ERDF.

Elle est établie en deux exemplaires originaux et constitue la proposition d'ERDF pour le raccordement de l'Installation. Elle est élaborée en fonction :

- de votre demande de raccordement, qualifiée par ERDF après échanges éventuels,
- du Réseau existant, ainsi que des décisions prises à propos de son évolution.

Elle précise les travaux nécessaires au raccordement de l'Installation, la contribution au coût du raccordement à votre charge et les délais de réalisation prévisionnels.

2 Caractéristiques du projet

2.1 Caractéristiques de l'Installation à raccorder

Vous avez demandé un raccordement pour une Installation de Production Photovoltaïque, avec une Puissance maximale installée de 15.7 kVA et une Puissance de Raccordement de 15.7 kVA en Triphasé répartie 5.2 kVA / 5.2 kVA / 5.3 kVA

Si à l'avenir, les besoins de l'Installation dépassaient cette Puissance de Raccordement, les éventuels travaux à réaliser sur les ouvrages constitutifs du raccordement pour satisfaire cette évolution, seraient facturés par ERDF au Producteur.

L'Installation de Production est équipée d'une protection de découplage : un sectionneur automatique incluant la protection de découplage

Cette proposition a été établie en considérant que l'installation du demandeur est conforme aux dispositions de la norme NF C 15-100.

¹ Pour une Installation de Production d'électricité

Affaire 53144715 – RACI-13001-MAIRIE D'AIX EN PROVENCE RÉGIS DES EAUX-20/06/2011

2.2 Caractéristiques du raccordement

Le raccordement proposé est constitué d'un branchement sans extension de réseau² électrique. Ses caractéristiques sont les suivantes :

- Technique de raccordement : Aérosouterrain
- Type de raccordement : Point de livraison situé en limite de propriété
- Tension de raccordement : 400 V entre phases
- Dispositif de comptage : pour la vente de la (du): Totalité de la production

Il n'y a pas de branchement existant.

Tous les ouvrages de raccordement jusqu'au Point De Livraison sont réalisés par ERDF, à l'exception des travaux qui vous incombent et listés à l'Article 4. Le matériel utilisé pour le raccordement électrique de votre installation au Réseau Public de Distribution BT jusqu'au Point De Livraison est fourni par ERDF.

3 Contribution au coût du raccordement

Le montant à régler s'élève à 2043,25 € TTC.

Il est établi en fonction des informations que vous nous avez fournies et en fonction des travaux à réaliser par ERDF.

Ce montant est ferme pendant la durée de validité de cette proposition.

Le détail de ce montant figure en annexe.

4 Conditions préalables à la réalisation des travaux

Les conditions préalables à la réalisation des travaux sont les suivantes :

- Réception de votre accord, matérialisé par un exemplaire daté et signé de cette proposition, accompagné :
 - du règlement précisé à l'Article 6,
 - d'un exemplaire daté et signé des Conditions Particulières du Contrat de Raccordement, d'Accès et d'Exploitation (CRAE) ;
 - du certificat de non-opposition de la commune au projet, si l'Installation de Production relève de ce type d'Autorisation d'Urbanisme (si vous ne l'avez pas encore fourni), à défaut une attestation que vous avez l'accord tacite de la mairie ;
- Obtention par ERDF des autorisations administratives nécessaires au démarrage des travaux (autorisation de voirie, convention sur domaine privé...),
- Accès au chantier garanti pendant la durée des travaux de raccordement ;
- Réalisation des travaux qui vous incombent, détaillés ci-dessous :
 - Réalisation d'une tranchée
 - Pose de fourreau
 - Reprise de l'installation existante
 - Réalisation d'une saignée dans un mur
 - Confection d'une niche dans un mur
 - Matérialisation de l'emplacement de la borne dans la clôture

Précisions éventuelles :

Il vous faut reprendre votre installation aux bornes Aval du disjoncteur plombé ERDF. Il vous faut aussi reprendre les branchements de tous vos asservissements (contacteur chauffe eau, programmateur ou autre système automatique). D'autres travaux éventuels seront déterminés lors de l'étude technique. POUR LES CLIENTS BÉNÉFICIAIRES D'UN CONTRAT EJP IL N'Y AURA PLUS DE PRÉALABLE À PARTIR DU MOMENT OÙ LE

² Au sens du décret n°2007-1280 du 28 août 2007

COMPTEUR EST CHANGE "Attention: signature du devis vaut acceptation de l'emplacement défini sur le plan joint à l'envoi du devis.

5 Échéancier prévisionnel de réalisation des travaux

Le délai prévisionnel de réalisation des études d'exécution et des travaux est de 16 semaines, à compter de la réception de votre accord tel que défini à l'Article 4 et sous réserve de l'obtention par ERDF des autorisations administratives nécessaires à la réalisation des travaux.

En cas de difficulté, vous serez contacté par l'accueil raccordement producteur.

6 Modalités de règlement

Vous pouvez choisir le montant que vous verserez au moment de l'acceptation de la présente proposition (cocher la case correspondante à l'Article 11 Accord) :

- le montant total de la contribution aux travaux de raccordement, soit 2043,25 € TTC.
- ou un acompte correspondant à 50 % du montant total de la contribution aux travaux de raccordement, soit 1021,63 €. Dans ce cas, vous devrez obligatoirement régler le solde dès la présentation de la facture récapitulative, avant toute mise sous tension de votre raccordement.

Ces modalités sont valables quelque soit le demandeur (personne physique ou morale, quelle que soit sa raison sociale), à l'exclusion des collectivités locales et des services de l'état dont la comptabilité est gérée par le Trésor Public et pour lesquels la proposition de raccordement est acceptée par un ordre de service.

Le ou les règlements sont à effectuer :

- Soit par carte bancaire (paiement sécurisé) en vous connectant sur notre site http://erfdistribution.fr/ERDF_Regler_mon_raccordement

Les informations suivantes vous seront alors demandées :

- Numéro de la proposition de raccordement : 5314471501
- Montant total de la proposition de raccordement (TTC) : 2043,25
- Code postal du lieu de raccordement : 13090
- Code de paiement : 0154

- Soit par chèque à l'ordre d'ERDF ou par virement, à envoyer à l'adresse suivante :

ERDF, SD MARIGNANE PPROD
Chemin St Pierre Sce photovoltaïque - Bat A CS 13012
13722 MARIGNANE CEDEX

Quel que soit le moyen de paiement choisi, vous devez envoyer un exemplaire complet du présent document daté et signé à l'adresse ci-dessus.

Une fois les travaux terminés, nous vous adresserons une facture.

En cas de désistement de votre part, les dépenses que nous aurons engagées seront à votre charge.

7 Préparation de la mise en service

Une fois les travaux de raccordement de l'installation réalisés, l'injection sur le réseau de l'électricité produite par l'installation pourra intervenir si les conditions énumérées au chapitre 11 des Conditions Générales du CRAE sont remplies.

Par ailleurs, pour que ERDF puisse procéder aux vérifications liées à la mise en service, il est nécessaire que l'installation de production soit terminée et raccordée par vos soins aux ouvrages de branchement. Le coupon joint au courrier d'accompagnement de la présente proposition vous permet de communiquer cette information à ERDF.

Affaire 53144715 – RACI-13001-MAIRIE D'AIX EN PROVENCE RÉGIS DES EAUX-20/06/2011

8 Mise en service

Dès lors que les conditions rappelées dans l'article 7 seront réunies et que la mise en service aura été demandée, celle-ci interviendra dans le délai standard figurant au catalogue des prestations d'ERDF : la prestation correspondante est facturée dans la présente proposition.

9 Modification de la demande initiale

Cette proposition est établie à titre gratuit.

En cas de demande de modification des caractéristiques de l'Installation ou de celles de son raccordement, l'établissement d'une nouvelle proposition fera l'objet d'une facturation.

10 Information du demandeur

ERDF vous informe de l'existence de sa documentation technique de référence, de son référentiel clientèle, de son barème de raccordement et de son catalogue des prestations.

La documentation technique de référence et le référentiel clientèle exposent les dispositions réglementaires applicables et les règles complémentaires qu'ERDF applique à l'ensemble des utilisateurs pour assurer l'accès au Réseau Public de Distribution qui lui a été concédé.

Le barème de raccordement présente les modalités et les prix pour la facturation de l'opération de raccordement des utilisateurs.

Le catalogue des prestations décrit et tarifie les prestations d'ERDF qui ne sont pas couvertes par le tarif d'utilisation des Réseaux Publics d'Électricité.

Ces documentations sont accessibles à l'adresse Internet www.erfdistribution.fr. Les documents qu'elles contiennent vous seront communiqués sur demande écrite de votre part, à vos frais. Les termes commençant par une majuscule sont définis dans le glossaire de la documentation technique de référence.

Vous reconnaissez avoir pris connaissance de l'existence de ces documentations, préalablement à la signature de la présente proposition.

L'Accueil Raccordement Producteurs ERDF est à votre disposition pour toute question relative à cette proposition au 08 20 03 19 22.

Pour toute réclamation sur cette affaire, vous pouvez écrire au responsable de ce même Accueil Raccordement :

ERDF
Chemin St Pierre Sce photovoltaïque Bât. A. CS 13012
13722 MARIIGNANE CEDEX

11 Accord

Nous vous remercions de bien vouloir nous transmettre votre accord sur cette proposition, accompagné du règlement précisé à l'Article 6 et accompagné des pièces citées à l'Article 4 (À défaut, le dossier sera mis en attente) :

Numéro de la proposition de raccordement : 5314471501

Montant total de la proposition de raccordement (TTC) : 2043,25

Nom ou société³ :

Mode de règlement :

- règlement total acompte de 50%
- J'atteste avoir réglé par Carte Bancaire sur le site www.erfdistribution.fr le :
- Je joins à la présente un chèque bancaire ou postal
- ordre de service (pour collectivité locale ou service de l'État)

À : **Le :**

Signature ou cachet, précédés des mentions manuscrites « Proposition reçue avant réalisation des travaux » et « Bon pour accord »

Date souhaitée de mise en service :

Vous bénéficiez d'un droit de rétractation que vous pouvez exercer sans pénalités ni sans avoir à justifier d'un motif quelconque, dans un délai de sept jours francs à compter de la date d'acceptation de la présente offre. Lorsque ce délai expire un samedi, un dimanche ou un jour férié ou chômé, le délai est prorogé jusqu'au premier jour ouvrable suivant.

Le droit de rétractation ne peut pas être exercé lorsque les travaux de raccordement ont commencé, avec votre accord exprès, moins de sept jours après votre acceptation de la présente offre.

Vous exercerez votre droit de rétractation par lettre recommandée avec accusé de réception ou par courriel, auprès de l'interlocuteur qui gère votre dossier. Le paiement que vous avez effectué vous sera alors remboursé et votre dossier clôturé.

³ Dans le cas d'une société, préciser le nom de la société, la forme de la société, le capital social, l'adresse du siège social, le n° de RCS ainsi que le nom et la qualité d'une personne dûment habilitée.

Affaire 53144715 – RACI-13001-MAIRIE D'AIX EN PROVENCE RÉGIS DES EAUX-20/06/2011

Annexe de la proposition n°5314471501 du 29/07/2011 : Détail de la contribution au coût du raccordement

Votre installation est située dans la zone géographique de raccordement n° 4.

Travaux de branchement

Désignation	Quantité	Unité	Prix unitaire HT	Montant HT	Taux TVA
Coût fixe branchement en injection	1	Prestation	1 094.00	1 094.00	19.6

Tranchée / fourreau en domaine privé réalisés par vos soins (en fonction de votre choix initial) : Non

Prestations complémentaires

Désignation	Quantité	Unité	Prix unitaire HT	Montant HT	Taux TVA
Frais de mise en service du compteur production (P100b)	1	Prestation	37.85	37.85	19.6
Fourniture + pose (hors tranchée) câble branchement souterrain 4x35 alu + téléreport	23	Prestation	6.05	139.15	19.6
Ouverture, fermeture de tranchée revêtue avec pose fourreau	9	Prestation	48.60	437.40	19.6

Total général

Montants en €	Montant total HT	Montant TVA	Montant TTC
Travaux de branchement soumis à 19.6 %	1 094.00	214.42	1 308.42
Prestations complémentaires soumis à 19.6 %	614.40	120.42	734.82
À RÉGLER	2043,25 € TTC		

Affaire 53144715 – RACI-13001-MAIRIE D'AIX EN PROVENCE RÉGIS DES EAUX-20/06/2011